

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



INTERNATIONALISME

N° 380

1-2e trimestre 2024

1 Euro

fr.internationalism.org
benelux@internationalism.org

JOURNAL DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN BELGIQUE

Chaos guerrier, crise, tensions entre cliques bourgeoises...

La barbarie capitaliste se déchaîne ! Une seule issue : la lutte de classe !

L'attentat sanglant du City Hall à Moscou, le 22 mars, le cynisme froid de Poutine en Ukraine, le jusqu'au-boutisme criminel du gouvernement Netanyahu massacrant en masse et affamant les civils... tout cela confirme que le système capitaliste est en faillite, que la société bourgeoise est bel et bien aspirée dans un tourbillon de destructions et de chaos généralisé. Et ce processus ne peut que s'accroître, à l'image du délitement effrayant du Moyen-Orient où le risque d'une confrontation catastrophique directe entre deux puissances régionales, Israël et l'Iran, est immense.

Le CCI a de nombreuses fois souligné la dynamique historique de chaos qui règne sur la société capitaliste depuis la disparition des blocs et l'affaiblissement inéluctable du leadership américain sur la planète. Désormais, la discipline entre « alliés » tend à disparaître, les sordides intérêts impérialistes, des grandes comme des petites puissances, se déchaînent. Même un allié des États-Unis comme Israël, qui dépend entièrement de la protection américaine, se permet de n'en faire qu'à sa tête, de multiplier les provocations, comme l'attaque de la représentation iranienne à Damas, et de déchaîner un chaos dans la région que Washington tente tant bien que mal de freiner. Quant à l'Iran, il jette de l'huile sur le feu depuis le début de la guerre à Gaza (par Hamas, Hezbollah et Houthis interposés) et vient de franchir un nouveau pas dans l'affrontement en lançant une attaque aérienne massive directement contre Israël. Malgré les tentatives désespérées des États-Unis de circonscrire l'incendie, l'évolution de la situation au Moyen-Orient

confirme le déclin continu de sa puissance sur le monde et risque d'entraîner la région vers un embrasement généralisé.

La bourgeoisie ne peut rien face à la dynamique mortifère de son système. La crise économique chronique, les désastres écologiques et les guerres expriment le visage hideux de la décomposition du capitalisme, le pourrissement sur pied de la société issue d'un mode de production obsolète, façonné par l'exploitation de la force de travail, la concurrence de tous contre tous et la guerre, et qui n'a plus rien à offrir que terreur, souffrances et mort. De plus en plus de régions du monde deviennent invivables pour les populations, comme Haïti en proie au chaos, livré aux bandes criminelles, ou comme pour bon nombre d'États en Afrique et en Amérique Latine, exposés à la corruption généralisée, aux seigneurs de guerre, aux mafias et autres narcotrafiquants.

Les élections américaines, source de déstabilisation accrue

L'épicentre de cette spirale infernale se situe au cœur même du capitalisme, en premier lieu au niveau de la première puissance mondiale, les États-Unis. Après avoir amplifié le chaos ces dernières décennies en tentant d'imposer leur rôle de gendarme du monde (en Irak et en Afghanistan, particulièrement), les États-Unis cherchent par tous les moyens à contrer leur déclin irréversible et n'hésitent pas à piétiner sans ménagement leurs anciens « alliés » devenu rivaux.

La mise en place de cette politique exacerbe aussi les tensions au sein de la bourgeoisie américaine elle-même, comme en témoigne les affron-

tements qui marquent dès à présent la campagne électorale pour les présidentielles de novembre prochain. Ces tensions attisent la déstabilisation de l'appareil politique américain, de plus en plus fragmenté et polarisé, non seulement par les clivages entre Républicains et Démocrates, mais aussi et surtout par les déchirements croissants au sein de chacun des deux camps rivaux. Le populiste Trump s'impose pour le moment comme le favori malgré toutes les tentatives de le mettre hors d'état de nuire par les fractions les plus responsables de la bourgeoisie américaine. De fait, la lame de fond du populisme reste profondément ancrée dans la vie politique américaine comme elle se manifeste nettement aussi dans plusieurs pays européens.

Une telle situation plonge la bourgeoisie américaine mais aussi les chancelleries du monde entier dans l'incertitude, en ne pouvant déterminer à l'avance quel sera le positionnement de Washington sur les dossiers brûlants affectant la géopolitique mondiale. Ces affrontements entre fractions au sein de la bourgeoisie américaine (des déclarations incendiaires de Trump aux blocages politiques au Congrès concernant le soutien militaire à l'Ukraine) constituent un accélérateur majeur de déstabilisation impérialiste.

L'approfondissement sanglant du chacun pour soi impérialiste

La pagaille intérieure fragilise la crédibilité et l'autorité même des États-Unis, qui sont par ailleurs de plus en plus mises à mal par une situation internationale chaotique. Cette instabilité enhardit plus encore les grands rivaux de même

que les puissances d'ordre secondaire : elle conforte dans leur logique mortifère tant Poutine que Zelensky, elle stimule l'ivresse guerrière de Netanyahu, de l'Iran et des groupes terroristes affidés.

Et si la Chine évite de répondre immédiatement aux provocations et aux pressions de Washington, elle accentue la pression sur Taïwan et les Philippines et envisage plus ouvertement la possibilité à plus long terme de pouvoir renforcer son statut de challenger de l'Oncle Sam.

L'agressivité croissante des requins impérialistes, petits ou grands, qui tentent d'exploiter les affrontements entre cliques bourgeoises aux États-Unis, ne signifie nullement que ceux-ci seraient épargnés par les tensions internes : Poutine est coincé entre la boucherie dans le Donbass et la « guerre contre le terrorisme » de l'État islamique, dont les commandos s'infiltrèrent à partir des anciennes républiques « soviétiques » d'Asie centrale, une menace que le clan au pouvoir et ses services secrets n'ont pas su neutraliser malgré les avertissements de divers services secrets étrangers. En Chine, Xi est confronté à la stagnation de l'économie, à la déstabilisation des « routes de la soie » à cause du chaos ambiant et aux tensions internes au sein de l'appareil du PCC. Quant à la fuite en avant d'Israël, elle est le produit d'affrontements féroces entre les cliques nationalistes extrémistes au pouvoir et d'autres factions de la bourgeoisie, de même que de la lutte pour la survie politique d'un Netanyahu, poursuivi par la justice.

L'instabilité actuelle de la politique améri-

suite à la page 6

Campagnes électorales en Belgique

Répondre à l'illusion que les élections peuvent conjurer la crise du capitalisme

En Belgique, les élections pour le Parlement européen, le Parlement fédéral et pour les trois parlements régionaux auront lieu le 9 juin. De l'extrême gauche à l'extrême droite, la bourgeoisie est unie pour tenter d'enthousiasmer la population, en particulier les nouveaux jeunes électeurs et la classe ouvrière par le biais de tests électoraux à grande échelle, de sondages, d'enquêtes sur les médias sociaux, de séances d'information dans les écoles, etc. afin qu'ils participent à ce cirque électoral. C'est la fête par excellence de la "démocratie" bourgeoise, qui permettrait soi-disant aux travailleurs grâce à un "juste choix" d'imposer "leur" politique à l'État

bourgeois, bien sûr dans les limites de "ses" lois du marché capitaliste, de "son" effort de guerre, de "sa" crise économique, de "sa" crise climatique, de "sa" crise des réfugiés, et nous pourrions en ajouter d'autres à la liste.

La bourgeoisie a déjà fait son choix

Qu'il n'y ait aucun doute, quelle que soit la composition des gouvernements à venir, pour elle le choix final est fait depuis longtemps, pas besoin d'élections pour cela, car pour elle il n'y a pas d'autre voie ! Sous la pression d'une situation mondiale troublée, de nombreuses décisions importantes seront prises dans la période

à venir pour défendre les intérêts nationaux de la bourgeoisie. Voilà le véritable casse-tête de la bourgeoisie, car le gouvernement devra avoir la capacité de prendre rapidement des mesures d'urgence. Bien que l'économie belge, avec une croissance de 1,5 %, semble faire mieux que la moyenne européenne, la réalité est que la production industrielle en Belgique est tombée à son niveau le plus bas depuis la pandémie et qu'en février de cette année, elle était inférieure de près de 7 % à ce qu'elle était un an plus tôt. La Belgique est soumise à une forte pression en raison d'un déficit budgétaire beaucoup trop élevé (4,4 %), et l'UE a imposé à ses États membres des règles budgétaires stipulant que ce déficit doit être ramené à 1,5 % du PIB d'ici à 2031. Pour ce faire, la Belgique devrait réduire son déficit d'au moins 27 milliards, soit 4 milliards par an, au cours des sept prochaines années. Mais le taux d'endettement de 105 % du PIB doit également être ramené en dessous de 100 %. Les agences de notation menacent d'abaisser la note de la Belgique, ce qui augmenterait encore la charge des intérêts. En outre, plusieurs questions, que le gouvernement fédéral actuel a repoussées ou auxquelles il a répondu par des mesures timides, devront être abordées en profondeur ; il s'agit par exemple des mesures de réduction des émissions d'azote, de la poursuite de la réforme des pensions et de la fiscalité, ou de la limitation des dépenses de chômage ou de la gestion des centres d'asile et des prisons.

L'instabilité de la situation mondiale qui provoque un véritable tourbillon de crises augmente la pression et nécessite de nouveaux

efforts comme l'augmentation des dépenses de défense au niveau des 2 %, exigés par l'OTAN, ou encore l'augmentation des dépenses pour faire face aux conséquences du réchauffement climatique et de la pollution de l'environnement et pour mener à bien la transition énergétique (de plusieurs dizaines de milliards). Cela accroît encore la pression sur l'économie belge, qui subit aussi de plus en plus les conséquences des mauvaises performances de l'économie allemande, déjà en récession depuis un an, qui pourrait entraîner de nombreux licenciements en Belgique cette année (par exemple chez Audi Forest ou dans l'industrie chimique).

Il est évident qu'un seul programme s'impose pour la bourgeoisie : la défense de l'économie nationale dans le chaos économique, militaire et écologique mondial actuel implique automatiquement une réduction des budgets de dépenses sociales et de la masse salariale dans tous les secteurs.

L'instabilité croissante de l'appareil politique

Dans un numéro précédent d'Internationalisme, nous avons relevé une aversion croissante pour l'élite politique en Belgique. "Une étude menée par des politologues de cinq universités belges a conclu que l'aversion pour l'establishment politique, l'une des caractéristiques essentielles du populisme, se développe dans la société et qu'une humeur antipolitique générale se développe même parmi les électeurs" (Instabilité

suite à la page 2

Reprise internationale de la lutte de classe

La classe ouvrière est toujours en lutte ! 2

Le PVV de Wilders, devient le plus grand parti des Pays-Bas

Populisme et anti-populisme : Deux visages politiques de la classe dirigeante 3

"Garantir la paix en préparant la guerre"

De nouvelles campagnes bellicistes en faveur de la guerre impérialiste 4

Populisme et anti-populisme en Allemagne :

Comment la classe dominante exploite la décomposition de la société contre la classe ouvrière 5

Il y a 100 ans : émergence de l'opposition de gauche

Une réaction prolétarienne mais opportuniste à la dégénérescence de l'Internationale Communiste 6

Marxisme et écologie

Critique du "communisme de décroissance" de Saito 8

sommaire

Belgique - Belgique
P.B.
2600 Berchem 1-2
BC 9924
Bureau de dépôt B-2600 Berchem 1-2
N° d'agrégation P408982
Périodique paraisant 2x par an
ISSN 0771.470X

La classe ouvrière est toujours en lutte !

L'État fait pleuvoir les coupes budgétaires et les attaques contre les travailleurs, les chômeurs, les minima sociaux, les retraités... Les licenciements massifs se multiplient. Dans le public comme dans le privé, les moyens manquent partout. Les services publics sont totalement défilants. Les pénuries de médicaments, voire de denrées alimentaires, sont devenues monnaie courante. Des millions de familles, même parmi celles qui ont encore la « chance » d'occuper des emplois stables, n'arrivent plus à boucler les fins de mois. Les prix de la nourriture, du chauffage, des logements et du carburant s'envolent. Les factures de gaz et d'électricité explosent. À la moindre distribution alimentaire, les queues s'allongent dramatiquement. Les plus pauvres en sont même réduits à sauter des repas... Quelle image plus terrifiante et plus explicite que celle de gosses crevant de froid dans les rues des grandes capitales européennes, au cœur des plus puissantes économies de la planète ? En quatre ans, les événements dramatiques se sont succédé à un rythme effréné : covid, guerre en Ukraine, massacre en Israël et à Gaza, catastrophes climatiques... Ce tourbillon de catastrophes n'a fait qu'aggraver la crise et alimenter davantage le chaos mondial. ⁽¹⁾ L'avenir que nous réserve le capitalisme est on ne peut plus clair : le développement de la crise économique accélère considérablement les menaces qui pèsent sur l'humanité et qui pourraient aboutir à la destruction de l'humanité. Mais la crise est aussi le creuset du combat de la classe ouvrière !

Le prolétariat n'est pas résigné à accepter la misère

Face à de tels enjeux et à l'inexorable et effrayant enlisement de la société bourgeoise, la classe ouvrière ne s'est pas résignée à accepter la misère. Depuis deux ans bientôt, malgré les guerres et le matraquage va-t-en-guerre, la classe ouvrière lutte partout et massivement. Dans de nombreux pays, les luttes sont souvent qualifiées d'« historiques » par le nombre de grévistes et de manifestants mais aussi par la détermination des ouvriers à se battre pour leur dignité et leurs conditions d'existence. C'est une véritable rupture après des décennies de résignation. ⁽²⁾

Dès l'été 2022, le prolétariat en Grande-Bretagne s'est dressé contre la crise. Mois après mois, les travailleurs ont fait grève et manifesté dans les rues, réclamant de meilleurs salaires et des conditions de travail plus dignes. Du jamais vu depuis plus de trois décennies ! Début 2023, alors que les grèves se multipliaient un peu partout dans le monde, le prolétariat en France s'est à son tour mobilisé massivement contre la réforme des retraites. Des millions de personnes enthousiastes ont manifesté dans la rue avec la ferme volonté de se battre tous ensemble, tous secteurs et toutes générations confondus. Puis, à la rentrée, les ouvriers aux États-Unis ont engagé l'une des plus massives grèves de l'histoire de ce pays, notamment dans le secteur automobile, suivi par un mouvement du secteur public également décrit comme historique au Québec.

Récemment encore, dans un pays récemment comme un « modèle social », les ouvriers des usines Tesla en Suède se sont mis en grève, suivis par des manifestations de solidarité des postiers qui ont bloqué tout le courrier à destination des ateliers de l'entreprise du bouffon milliardaire, Elon Musk. Les dockers ont à leur tour bloqué quatre

ports et les électriciens ont refusé d'effectuer les travaux de maintenance sur les bornes de recharge des véhicules électriques.

En Irlande du Nord, au mois de janvier, la plus grande grève ouvrière de l'histoire de cette région a également rassemblé des centaines de milliers de travailleurs, notamment du secteur public. Ils réclamaient le paiement de leur salaire.

Une combativité intacte

Encore aujourd'hui, alors que la guerre fait toujours rage en Ukraine et à Gaza, les grèves et les manifestations ouvrières se multiplient dans le monde entier, particulièrement en Europe.

En Allemagne, première économie européenne, les cheminots ont lancé, fin janvier, une grève massive « record » d'une semaine. C'est la dernière d'une longue série de grèves contre l'augmentation des heures de travail et pour la revalorisation des salaires. Dans les mois à venir, le réseau ferroviaire pourrait être touché par des grèves illimitées. Dans le pays du « dialogue social », les grèves se multiplient depuis des mois dans de nombreux secteurs : grèves dans la sidérurgie, la fonction publique, les transports, la santé, le ramassage des ordures... Le 30 janvier, un rassemblement national de 5 000 médecins s'est déroulé à Hanovre. Le 1er février, onze aéroports du pays étaient touchés par une grève du personnel de sécurité, tandis que 90 000 conducteurs de bus, de tramways et de métros cessaient le travail. 10 000 ouvriers de la grande distribution étaient également en grève mi-février. Le personnel au sol de la Lufthansa était appelé à la grève le 20 février... Ce mouvement de grève, par son ampleur, sa massivité et sa durée, est lui aussi inédit dans un pays réputé pour les énormes entraves administratives dressées devant chaque mouvement social et le corset de fer syndical qui a longtemps permis à la bourgeoisie d'accumuler plans de rigueur et « réformes » sans que la classe ouvrière ne réagisse réellement. Malgré les difficultés à sortir du carcan corporatiste et à se mobiliser « tous ensemble », les luttes en Allemagne sont d'une immense importance et d'une forte portée symbolique. Elles s'expriment en effet au cœur d'un grand poumon industriel, dans le pays qui a été l'épicentre de la vague révolutionnaire des années 1917-23 et d'une longue période de contre-révolution. Le mouvement actuel s'inscrit clairement dans le cadre de la reprise internationale de la lutte de classe.

Mais la combativité ouvrière ne se

limite pas à l'Allemagne. En Finlande, dans un pays peu coutumier des mobilisations, une « grève historique » s'est déroulée pendant 48 heures début février. Encore récemment, les dockers ont paralysé durant quatre jours l'activité portuaire dans ce pays entre le 18 et le 21 février. Elle a rassemblé jusqu'à 300 000 grévistes contre la réforme du droit du travail. En Turquie, des dizaines de milliers d'ouvriers métallurgistes se sont mobilisés pendant des mois pour réclamer des augmentations de salaires alors que les prix explosent. En Belgique, c'est le secteur « non-marchand » qui part en grève et manifeste à Bruxelles le 31 janvier. En Espagne, au Royaume-Uni, en France, en Grèce... les grèves se multiplient dans de nombreux secteurs. La bourgeoisie entretient un black-out médiatique assourdissant autour de ces luttes, car elle est bien consciente du mécontentement croissant des travailleurs et du danger que représente de telles mobilisations.

La vieille taupe sait toujours aussi bien travailler

Mais la rupture à laquelle nous assistons n'est pas uniquement liée à la massivité et à la simultanéité des mobilisations.

Le prolétariat recommence, en effet, de façon encore approximative et balbutiante, à se reconnaître comme une force sociale, à retrouver son identité. Malgré toutes les illusions et les confusions, on a pu voir s'exprimer partout, sur les pancartes et dans les discussions, le fait que « nous sommes des ouvriers ! », « nous sommes tous dans le même bateau ! »... Il ne s'agit nullement de mots creux ! Car derrière ces paroles, la solidarité est bien réelle : solidarité entre les générations, d'abord, comme on a pu le voir très clairement en France alors que des retraités descendaient massivement dans la rue pour soutenir « les jeunes » ; entre les secteurs, ensuite, comme aux États-Unis avec les concerts de klaxons devant les usines en grève ou en Scandinavie pour la défense des ouvriers de Tesla.

Des expressions embryonnaires de solidarité internationale ont même surgi. Le Mobilier national en France s'est ainsi mis en grève par solidarité avec les travailleurs de la culture en lutte en Grande-Bretagne. Des raffineries en Belgique ont débrayé pour soutenir la mobilisation en France, pendant que de petites manifestations se multipliaient dans le monde pour dénoncer la répression féroce de l'État français. En Italie, alors que de nombreux secteurs se mobilisent depuis plusieurs mois, les conducteurs de bus, de tramways et de métros se sont mis en grève

le 24 janvier : dans le sillage du mouvement contre la réforme des retraites en France, les ouvriers ont affirmé vouloir mener des mobilisations « comme en France », témoignant par là des liens que les ouvriers commencent à reconnaître par-delà les frontières et de la volonté de tirer les leçons des mouvements précédents.

Le prolétariat recommence aussi à s'approprier son expérience des luttes. En Grande-Bretagne, le dénommé « été de la colère » renvoyait explicitement aux importantes grèves de « l'hiver du mécontentement » en 1978-1979. Dans les manifestations en France, les références à Mai 68 et à la lutte contre le CPE en 2006 ont fleuri sur les pancartes en même temps qu'un début de réflexion sur ces mouvements. Et tout ceci alors que l'État impose des restrictions et continue de mener tout un battage pour justifier la guerre.

Bien sûr, nous sommes encore loin d'un retour massif et profond de la conscience de classe. Bien sûr, toutes ces expressions de solidarité et de réflexion sont pétries de confusions et d'illusions, facilement dévoyées par toutes les structures d'encadrement de la bourgeoisie que sont les syndicats et les partis de gauche. Mais les révolutionnaires qui regardent tout cela du balcon en se pinçant le nez (3) mesurent-ils l'inflexion qui est en train de se produire par rapport aux décennies précédentes, des décennies de silence, de résignation, de rejet de l'idée même de classe ouvrière et d'oubli de son expérience ?

La bourgeoisie profite des faiblesses encore immenses de la classe ouvrière

Si ces luttes démontrent de façon éclatante que la classe ouvrière n'est pas vaincue et qu'elle demeure la seule force sociale en mesure d'affronter la bourgeoisie, son combat est loin d'être terminé. Pèsent encore sur elle des faiblesses et des illusions immenses que les mouvements en cours illustrent cruellement. Jusqu'à présent, les syndicats ont réussi à encadrer l'ensemble des luttes, à les maintenir dans un cadre très corporatiste, comme on peut le voir aujourd'hui en France ou en Allemagne, tout en privilégiant, quand cela a été nécessaire, un semblant d'unité et de radicalité à l'exemple du « Front commun » des syndicats canadiens ou du mouvement en Finlande.

Lors du mouvement contre la réforme des retraites en France, beaucoup d'ouvriers, circonspects face aux sempiternelles journées de mobilisation

3) « Les ambiguïtés de la TCI sur la signification historique de la vague de grèves au Royaume-Uni », Révolution internationale n° 497 (2023).

syndicales, ont commencé à se poser des questions sur comment lutter, comment s'unir, comment faire reculer le gouvernement... mais nulle part la classe n'a pu disputer la direction des luttes aux syndicats à travers des assemblées générales souveraines, comme elle n'a pu rompre avec la logique corporatiste imposée par les syndicats.

La bourgeoisie déploie, par ailleurs, tout son arsenal idéologique pour dévoyer la conscience qui commence à mûrir dans la tête des ouvriers. Alors qu'elle garde le silence sur les grèves massives de la classe ouvrière, elle a bien entendu fait un tintamarre assourdissant autour du mouvement des agriculteurs. En Allemagne, aux Pays-Bas, en France, en Belgique, en Pologne, en Espagne... la bourgeoisie a une nouvelle fois pu compter sur ses partis de gauche pour vanter les mérites de méthodes de lutte aux antipodes de celles du prolétariat et expliquer que « le mouvement ouvrier doit profiter de la brèche ». ⁽⁴⁾ Alors que le prolétariat commence timidement à retrouver son identité de classe, la bourgeoisie exploite idéologiquement le combat des agriculteurs par une offensive médiatique visant à pourrir le processus de réflexion en cours et à masquer les nombreuses grèves ouvrières.

Elle ne ménage pas non plus ses efforts pour attacher la classe ouvrière au chariot de la démocratie bourgeoise. En Europe comme en Amérique, alors que la pourriture de son système engendre des aberrations politiques à l'image de Trump aux États-Unis, de Milei en Argentine, du Rassemblement national en France, de Alternative für Deutschland, de Fratelli d'Italia et consorts, la bourgeoisie, du moins ses fractions les moins pourries par la décomposition de la société, tout en cherchant à limiter l'influence des partis d'extrême droite, s'empresse d'instrumentaliser leurs succès contre la classe ouvrière. En Allemagne, particulièrement, où plus d'un million de personnes sont descendues dans les rues de différentes villes, à l'appel des partis de gauche et de droite, pour protester contre l'extrême droite. Il s'agit, là encore, d'entretenir les illusions démocratiques et d'empêcher le prolétariat de défendre son combat historique contre l'État bourgeois.

Une chose est sûre, cependant, c'est dans le feu des luttes, en cours et à venir, que la classe ouvrière trouvera peu à peu les armes politiques pour se défendre face aux pièges tendus par la bourgeoisie et trouvera la voie, à terme, vers la révolution communiste.

EG / 20.02.2024

4) « Colère des agriculteurs : Un cri de désespoir instrumentalisé contre la conscience ouvrière ! », publié sur le site web du CCI (2024).

suite de la première page

CAMPAGNES ÉLECTORALES EN BELGIQUE

politique en Belgique et COVID-19 : les travailleurs ne doivent pas en payer la facture !). En 2019, un électeur sur six en Flandre déjà n'a pas voté pour un parti politique. Une étude récente menée dans des villes wallonnes, comme Verviers, confirme cette tendance pour l'ensemble du pays. (Voir *De Standaard Weekblad* : *Verviers se sent oubliée*, 20 avril 2024)

Le populisme exploite ce mécontentement et ce manque de perspectives. Il cherche des boucs émissaires et prétend ne pas faire partie de la politique bourgeoise et qu'il ne protégerait pas les intérêts du capital. Le « Vlaams Belang » (VB), qui, selon les sondages, deviendrait le plus grand parti de Flandre et peut-être même du pays, comme le PVV aux Pays-Bas, surfe sur cette orientation. Bien que son programme ne soit pas fondamentalement contre l'UE, contre l'OTAN et contre le soutien à l'Ukraine, il dénonce essentiellement, comme d'autres partis populistes, la prétendue islamisation de la société et s'oppose à l'"élite" politique. Son président, Tom van Grieken, l'a une fois de plus clairement souligné dans un discours le 21 janvier de cette année : « *L'élite politique est en train de gommer l'identité flamande, aliénée de sa culture, privée de ses normes et de ses valeurs,*

privée de son individualité ». (L'extrême droite ressuscitée - Nie wieder !) Par ailleurs, le parti travailliste de gauche (PVDA/ PTB) s'oppose également à l'élite politique, à l'UE et à l'OTAN.

Les mêmes sondages montrent que le paysage politique belge est également de plus en plus morcelé et fragmenté. Sous la pression des effets de la décomposition historique du capitalisme, l'appareil politique devient de plus en plus instable, touché par la tendance au "chacun pour soi", et la bourgeoisie en perd de plus en plus le contrôle. À l'exception du MR (libéraux francophones) et du CD&V (chrétiens-démocrates flamands), les partis qui composent actuellement la coalition gouvernementale fédérale sont en perte de vitesse dans les sondages. Certains d'entre eux risquent d'être réduits à l'état de parti marginaux.

Le système politique belge est déjà très complexe et fragmenté en raison du fait qu'il n'y a pas de partis nationaux, mais qu'ils sont établis par communauté linguistique (à l'exception du PVDA/ PTB). En outre, la structure gouvernementale est également divisée en une composante fédérale, une composante régio-

nale et une composante communautaire. Cela signifie que la formation d'équipes gouvernementales cohérentes, capables de défendre les intérêts de la capitale belge dans les années à venir, tant au niveau fédéral que régional, et de prendre les mesures nécessaires, peut s'avérer une tâche complexe.

L'illusion qu'il existe un "bon choix" dans le système actuel

Les élections ne représentent nullement une alternative à la crise du système. Leur but est précisément de convaincre la population, et en particulier la classe ouvrière, du contraire, de lui faire croire que voter a un sens, que c'est ainsi qu'elle pourra faire de "bons choix" pour assurer "notre prospérité". La campagne électorale insiste sur le fait qu'il n'y a pas de meilleur système que la démocratie, parce qu'elle serait le seul système qui permette d'aborder les problèmes de manière rationnelle "avec le peuple et pour le peuple", dans un cadre défini par l'économie nationale et avec le rôle de l'État national en tant que gardien du "bien commun" contre les intérêts particuliers des entreprises privées. Ainsi, l'électorat pourrait, par exemple à travers le "choix de la rupture" du PTB, imposer une politique fondamentalement diffé-

1) « Révolution communiste ou destruction de l'humanité : la responsabilité cruciale des organisations révolutionnaires », Revue internationale n° 170 (2023).

2) « Après la rupture dans la lutte de classe, la nécessité de la politisation des luttes », Revue internationale n° 171 (2023).

LE PVV DE WILDERS, DEVIENT LE PLUS GRAND PARTI DES PAYS-BAS

Populisme et anti-populisme : Deux visages politiques de la classe dirigeante

En novembre, selon les commentateurs bourgeois, un raz-de-marée politique a eu lieu aux Pays-Bas. Les élections ont donné aux partis populistes un peu moins qu'une majorité absolue, mais le PVV de Geert Wilders est devenu de loin le plus grand parti. Un certain nombre de partis traditionnels, piliers du système politique pendant des décennies, ont vu leurs sièges au parlement réduits de moitié, comme les chrétiens-démocrates, ou ont survécu grâce à la formation d'un cartel comme celui entre les sociaux-démocrates du PvdA avec la Gauche Verte. Dans un précédent article, nous posions la question de la situation politique aux Pays-Bas après les élections : un "nouvel élan" ou encore plus de chaos et d'instabilité ?, mais il est désormais certain que cette dernière dominera de plus en plus la scène politique aux Pays-Bas dans la période à venir.

La croissance constante du populisme aux Pays-Bas

Ce n'est pas la première fois qu'un parti populiste aux Pays-Bas réalise des gains aussi importants. En 2002, la liste Pim Fortuyn l'avait déjà fait, suivie en 2010 par le PVV de Wilders, en 2019 par le Forum pour la démocratie de Thierry Baudet, et lors des élections sénatoriales de 2023 par le Boer Burger Beweving. Mais en novembre 2023, le populisme a réussi à conquérir une position de premier plan sans précédent dans la politique néerlandaise.

En l'absence de l'ancien ministre Mark Rutte, qui a réussi à neutraliser les précédentes explosions populistes, Wilders a habilement joué sur le mécontentement face à la misère existante en émaillant sa propagande d'une campagne ouvertement raciste anti-immigrés pour "faire passer les Néerlandais en premier". "Nous devons reprendre le contrôle de nos frontières, de notre argent et de nos lois. Nous devons également reprendre notre souveraineté nationale. Nous devons reconquérir les Pays-Bas" (1). Il s'agit clairement d'une politique du bouc émissaire : les migrants à la recherche d'un logement sont accusés d'être responsables de la pénurie de logements. La gauche qui défend les mesures climatiques est accusée d'être responsable du coût de la vie. L'élite politique (les "remplisseurs de poches") est accusée d'être responsable de la perte de l'identité néerlandaise. C'est ce cocktail démagogique avec lequel le PVV a réussi à gagner près d'un quart des Néerlandais.

Le populisme n'est pas seulement un phénomène néerlandais, mais une réalité mondiale

Bien que les Pays-Bas aient été l'un des premiers pays occidentaux où le populisme a pu acquérir une influence majeure, il ne s'agit pas d'un phénomène typiquement néerlandais. Le po-

pulisme s'est déjà fait un nom par des victoires électorales retentissantes ou des participations gouvernementales dans différents pays : en Europe par la participation du Mouvement 5 étoiles ou de la Ligue du Nord en Italie, et par le "mouvement" du Brexit ou le groupe dirigeant autour de Boris Johnson au sein du parti conservateur en Grande-Bretagne. En Amérique du Sud, en raison de la montée en puissance, d'abord de Bolsonaro au Brésil et actuellement de Milei en Argentine. Aux États-Unis, la candidature de Trump pour le Parti républicain à l'approche de l'élection présidentielle de novembre.

Le populisme, qui a le vent en poupe depuis le début du XXIe siècle :

- "n'est pas, bien sûr, le résultat d'une volonté politique consciente de la part des secteurs dirigeants de la bourgeoisie". Au contraire, elle confirme la tendance à "une perte croissante de contrôle de la classe dominante sur son appareil politique" (2).

- s'accompagne d'une "perte fondamentale de confiance dans les 'élites' (...) parce qu'ils sont incapables de rétablir la santé de l'économie, de mettre fin à l'augmentation constante du chômage et de la misère". Cependant, cette révolte contre les dirigeants politiques n'aboutit en rien à "une perspective alternative au capitalisme" (3).

Le populisme est une expression typique de la pourriture sur pied du capitalisme, une réaction à l'accumulation de problèmes qui ne sont pas vraiment abordés par les partis politiques établis, ce qui conduit à des difficultés croissantes. Tous ces problèmes non résolus alimentent à la fois les contradictions internes entre les fractions bourgeoises et la rébellion de la petite bourgeoisie, et c'est là le terreau du comportement vandale des tendances populistes.

Tant que la classe ouvrière ne parviendra pas à poursuivre de manière déci-

sive son alternative révolutionnaire à la décomposition capitaliste par le développement de sa lutte, les courants populistes continueront à dominer l'agenda politique. Caractérisés par l'absence d'une vision de l'avenir de la société et la tendance à se tourner vers le passé pour chercher des boucs émissaires qu'ils peuvent tenir pour responsables de l'évolution catastrophique actuelle, ces populistes, avec leurs positions irrationnelles, déstabiliseront de plus en plus la scène politique bourgeoise.

Perte de contrôle sur l'appareil politique et antagonismes croissants entre les fractions bourgeoises

Dans les années 1990, le système politique néerlandais reposait essentiellement sur 3 ou 4 partis centraux : le CDA chrétien-démocrate, le PvdA socialiste, le VVD libéral et D66. Ces dernières années, il est devenu une mosaïque en constante changement avec un nombre croissant de partis dissidents. Non seulement les députés passent régulièrement d'un parti à l'autre, mais le nombre de partis augmente également régulièrement au cours du mandat d'un gouvernement, car les députés se séparent et continuent d'être une "faction d'un seul homme". C'est le résultat, d'une part, de contradictions au sein de la bourgeoisie néerlandaise qui remontent plus clairement à la surface, et d'autre part, d'un mécontentement général à l'égard de la gouvernance des partis traditionnels, qui se traduit par l'émergence de partis qui se profilent autour d'un thème spécifique.

Les contradictions au sein de la bourgeoisie concernant l'emprise croissante de l'UE sur la politique néerlandaise deviennent de plus en plus évidentes par l'opposition :

- à ce qui était considéré comme une perte de souveraineté au profit d'un "super-État européen" non démocratique et bureaucratique, les Pays-Bas ont voté contre l'introduction d'une constitution européenne lors d'un référendum en 2005 ;
- à l'accord d'association avec l'Ukraine en 2016, les Pays-Bas ont été le seul pays de l'UE à rejeter l'accord en raison de leur opposition à la prise de décision "antidémocratique" de Bruxelles et pour éviter que la corruption ukrainienne ne déferle ;
- par les partis populistes rejetant toute participation à une armée européenne et certains s'opposent même à une coopération accrue dans le domaine militaire avec un pays

comme l'Allemagne.

En 2024, le Parlement est «pris» par toute une série de partis populistes, plus ou moins importants, dont les positions convergent vers une aversion pour la loi européenne sur la préservation de la nature, contre la politique migratoire européenne, contre les livraisons d'armes à l'Ukraine, mais aussi contre l'UE et l'OTAN. En outre, chacun de ces partis a également son propre fer de lance politique : pour le PVV, c'est "moins de Marocains", pour le NSC "à bas la politique de l'ombre", et pour le BBB "pas de diktat de La Haye".

Les élections de novembre dernier ont rendu la situation extrêmement compliquée pour la bourgeoisie néerlandaise, en particulier en ce qui concerne l'UE. Parce qu'avec un ou deux partis populistes au gouvernement, ce qui a peu de chances d'être évité, un fort vent anti-UE va de toute façon souffler. Ici et là, on parle même d'une "sortie" des Pays-Bas de l'UE (Nexit). Bien qu'il n'aille probablement pas aussi loin que le Brexit, le vent anti-UE exercera une forte pression sur la position des Pays-Bas au sein de l'UE. Bien que les différents partis populistes ne fassent pas confiance à "l'élite" établie, cela ne signifie pas automatiquement qu'ils se font mutuellement confiance, bien au contraire. Lors des négociations sur la formation d'un nouveau gouvernement, la méfiance mutuelle était déjà très claire. L'instabilité du système politique aux Pays-Bas et son impact sur la politique à l'égard de l'Europe dans son ensemble menacent de prendre des proportions inquiétantes pour la bourgeoisie.

Campagnes populistes et anti-populistes

Le populisme est l'expression typique de la phase de décomposition du capitalisme, du chacun pour soi, des frictions croissantes au sein de la bourgeoisie, qui réduisent de plus en plus sa capacité à formuler une réponse cohérente aux différentes crises. Mais la bourgeoisie est assez intelligente pour utiliser les effets négatifs de la décomposition contre son plus grand ennemi : la classe ouvrière. Elle utilise ainsi le phénomène populiste pour créer une contradiction fictive et promouvoir massivement l'anti-populisme :

- D'un côté, les partis populistes ouvrent la voie en utilisant "des allégations, des accusations et la diabolisation de l'autre" (Sigrid Kaag

du parti de centre-gauche D'66). Ce faisant, on fait preuve d'une forme de démagogie à l'encontre de l'ordre politique existant et des 'élites' politiques dirigeantes, et d'une disqualification des mesures prises, ce qui est certainement bien accueilli par une partie de la population néerlandaise. Dans le même temps, les partis populistes parviennent également à séduire une partie de la population, non seulement par des mesures irréalistes telles que la fermeture des frontières aux migrants, mais aussi par des mesures "sociales" tout aussi trompeuses en faveur de «leur propre peuple», telles que l'abaissement de l'âge de la retraite, une augmentation du salaire minimum et une baisse des primes de santé ;

- D'autre part, les organisations de gauche attisent le feu en présentant le populisme comme le plus grand danger qui nous menace. Non seulement par l'ultra-gauche, mais même par la propagande sociale-démocrate, le populisme est plus ou moins assimilé au totalitarisme, au racisme ou même au fascisme. Frans Timmermans, le candidat de gauche au poste de Premier ministre, s'est immédiatement exclamé après la victoire électorale du PVV : "L'heure est venue pour nous de défendre la démocratie!". L'anti-populisme maintient donc son refus catégorique, pour des "raisons de principe", de siéger dans une combinaison gouvernementale avec le PVV.

Tout comme le Royaume-Uni a été divisé en un camp pro et anti-Brexit il y a quelques années, les Pays-Bas sont actuellement divisés en un camp pro-Wilders et un camp anti-Wilders. En attisant cette opposition, la bourgeoisie tente de rallier une partie de la classe ouvrière derrière elle et de l'attirer dans des actions allant de blocages de nouveaux centres pour demandeurs d'asile à des manifestations contre des rassemblements de populistes, qui visent à saper la lutte sur le terrain de classe et à mobiliser les travailleurs aux objectifs de l'un ou l'autre camp bourgeois.

Quel que soit le camp au pouvoir, les attaques contre leurs revenus et leurs conditions de vie se poursuivront sans relâche car elles sont le résultat des ondes de choc militaires, économiques et environnementales qui secouent le système capitaliste. Les travailleurs doivent donc continuer à mener la bataille sur le terrain où ils peuvent, en toute indépendance, développer pleinement leur force. En suivant l'exemple des travailleurs du Royaume-Uni qui, malgré des années de campagne assourdissante sur le Brexit entre "Remainers" et "Leavers", ont tout de même développé une lutte unie d'un an contre les effets de la crise du "coût de la vie" à partir de l'été 2022. Également aux Pays-Bas, la classe ouvrière a montré il y a un an qu'elle avait la volonté et la capacité de s'opposer aux mesures désastreuses de la bourgeoisie (4). En s'inscrivant dans la dynamique des luttes ouvrières internationales de l'année écoulée au Royaume-Uni, en France, aux États-Unis, elle peut s'engager dans une résistance internationale contre ce système obsolète et moribond, qui va de catastrophe en catastrophe.

Dennis / 15.03.2024

(1) programme électoral du PVV
 (2) <https://fr.internationalism.org/content/9937/rapport-decomposition-aujourdhui-mai-2017>
 (3) Idem
 (4) <https://fr.internationalism.org/content/11007/dynamique-lutte-desamorcer-propositions-fallacieuses-des-groupes-gauchistes>

CAMPAGNES ÉLECTORALES EN BELGIQUE

rente à une nouvelle majorité gouvernementale.

Mais la réalité est tout autre, car, en tant que gardien de l'économie nationale, l'État défend totalement les intérêts du capital et la domination de la bourgeoisie. De ce point de vue, il n'y a pas d'autre politique que la réduction de la dette nationale, le rétablissement de l'équilibre budgétaire, l'investissement dans l'équipement moderne de l'armée et la production d'armes, ce qui doit automatiquement conduire à la réduction des dépenses sociales et à la diminution de la masse salariale. Ainsi, les élections ne sont rien d'autre qu'un mécanisme de camouflage et de cautionnement de cette domination de classe. Les élections sont une grande campagne de tromperie, principalement dirigée contre la classe ouvrière, pour qu'elle renonce à lutter pour ses intérêts de classe en faveur des intérêts généraux de son ennemi de classe. Dans ce contexte, l'un des mensonges les plus grossiers de la campagne électorale est la prétendue opposition entre les partis "raisonnables" qui « défendent » les valeurs démocratiques, et les partis "déraisonnables" (comme le VB et le PVDA/PTB) qui « menacent » ces valeurs. Tous deux n'offrent aucune perspective, car ils sont liés à la logique irrationnelle du maintien en

vie d'un capitalisme dépassé.

Face aux attaques idéologiques de la bourgeoisie, dont la campagne électorale est l'une des plus importantes, la classe ouvrière doit préserver son indépendance. En tant que seule force sociale capable d'apporter une solution à la misère, au chaos et à la destruction croissants dans le monde, elle doit développer une conscience claire et profonde de la voie qu'elle doit emprunter dans sa lutte. Cette lutte ne suivra pas la voie parlementaire bourgeoise, mais devra nécessairement transcender les frontières de ce système capitaliste dépassé, un système qui a atteint sa date de péremption avec des guerres qui n'apportent que génocide et ruines, une incapacité à faire face à la crise climatique, une crise économique qui ferme les entreprises, détruit les biens, crée des masses de réfugiés, la pauvreté, la famine et le désespoir parce qu'il y a SURPRODUCTION ! Alors que l'on produit suffisamment de biens pour nourrir 1,5 fois la population mondiale.

"Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par leur retour périodique, menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise. Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de pro-

duits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. Une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société, - l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ce régime qui alors leur fait obstacle; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein" (Marx&Engels, Manifeste communiste, cm.pdf (marxists.org).

ADS-LAC / 23.04.2024

“GARANTIR LA PAIX EN PRÉPARANT LA GUERRE” =

De nouvelles campagnes bellicistes en faveur de la guerre impérialiste

Depuis le déchaînement barbare du conflit en Ukraine et son pourrissement dans une terrible guerre de position, les massacres en Israël et à Gaza, et les menaces d’embrasement au Moyen-Orient à travers un conflit direct entre Israël et l’Iran, les tensions autour de Taiwan, les incontrôlables appétits des nations conduisent les politiciens bourgeois à faire mine de « découvrir » que le vieux monde capitaliste est un sinistre panier de crabes. Au début du conflit en Ukraine, les discours cherchaient aussitôt à nous convaincre qu’il fallait rompre avec « l’angélisme » et accepter de se préparer à la « guerre de haute intensité » : faire des sacrifices pour alimenter de nouveaux meurtres de masse et planifier des destructions ! Bien sûr, au nom de la « paix » et de la « défense de la démocratie »...

Une offensive idéologique pour justifier l’armement et préparer la guerre

Dans un contexte d’accélération des tensions impérialistes où le chacun pour soi est la règle, les bourgeoisies occidentales, en Europe comme aux États-Unis, redoublent d’efforts pour propager dans les médias les pires campagnes bellicistes. Ainsi, de manière totalement cavalière, le Président Macron s’est trouvé en pointe, soutenu par les chefs d’État de sept pays en Europe, pour affirmer qu’envisager l’envoi de soldats occidentaux en Ukraine « ne doit pas être exclu ». En Grande-Bretagne, le Général Patrick Sanders préconise de « doubler les effectifs de l’armée britannique » et appelle à préparer les citoyens ordinaires à une « mobilisation civique ». Il a été rejoint par le chef du comité militaire de l’OTAN, l’amiral Rob Bauer, qui a déclaré dans un discours : « La responsabilité de la liberté ne repose pas uniquement sur les épaules de ceux qui portent l’uniforme. [...] Nous avons besoin que les acteurs publics et privés changent de mentalité par rapport à une époque où tout était planifiable, prévisible, contrôlable, axé sur l’efficacité... à une époque où tout peut arriver à tout moment ». En clair, ils souhaitent pouvoir mobiliser la population pour « l’effort de guerre » et préparer des troupes au combat.

Si de tels propos se multiplient et font polémique, ils sont aussitôt contredits du fait même des divisions et des tensions entre les différentes fractions bourgeoises. Mais toutes s’accordent cependant sur une chose : nous pousser à soutenir un camp parmi les belligérants dans la guerre, en l’occurrence celui de l’Ukraine. Tous les discours affirment de manière unanime que « l’Ukraine se bat pour nous » et « qu’en cas de défaite l’armée russe sera à nos portes ». C’est d’ailleurs dans ce contexte que l’anniversaire des soixante-quinze ans de l’OTAN a pris un relief particulier, fêté en grandes pompes tout en soulignant que l’enlèvement de Poutine ne le rendait pas moins dangereux. Et si le secrétaire général Jens Stoltenberg a bien précisé qu’il n’était « pas prévu d’envoyer des troupes de l’OTAN sur le terrain ukrainien », il a tenu à préciser que « les alliés de l’OTAN apportent un soutien sans précédent à l’Ukraine ».

Il s’agit bel et bien de préparer les esprits à accepter le principe de la guerre et ses sacrifices. Ceci est d’autant plus important que, comme le soulignait Rosa Luxemburg au moment du premier conflit mondial, « la guerre est un meurtre méthodique, organisé, gigantesque. En vue d’un meurtre systématique, chez des hommes normalement constitués, il faut [...] produire une ivresse appropriée. C’est depuis toujours la méthode habituelle des belligérants. La bestialité des pensées et des sentiments doit correspondre à la bestialité de la pratique, elle doit la préparer et l’accompagner ». (1)

Naturellement, dans cette optique, tous les discours bellicistes aujourd’hui ont d’abord pour objectif premier de justifier partout la hausse vertigineuse des budgets militaires. À cet égard, les augmentations impressionnantes des

dépenses d’armement dans les pays scandinaves (par exemple de 20 % en Norvège) et dans les pays baltes sont hautement symboliques de cette nouvelle course frénétique aux armements. En fait, tous les pays en Europe font de gros efforts. On le voit, par exemple, avec la Pologne qui vise une part record de 4 % de son PIB (le plus fort taux au sein de l’OTAN), avec l’Allemagne qui, avec le budget de cette année (68 milliards d’euros), atteindra 2,1 % de son PIB pour la première fois depuis plus de trente ans, ou avec la France qui prévoit de dépenser la coquette somme de 413,3 milliards d’euros sur sept ans.

Aujourd’hui, l’implication et les efforts à fournir en dépenses d’arme-

suite de la page 8

lectures de scientifiques tels que Liebig et Fraas, qui avaient pris conscience du côté destructeur de l’agriculture capitaliste (Liebig l’appelait « agriculture de rapine »), qui, dans sa soif de profit immédiat, épuisait la fertilité du sol et détruisait sans raison les forêts (ce qui, Marx l’avait déjà noté, avait un effet délétère sur le climat), le Marx « de la maturité » s’intéressait de plus en plus à la question écologique. Si le développement du capitalisme savait déjà les bases naturelles de la production des biens nécessaires à la vie humaine, sa « mission progressiste » touchait peut-être à sa fin. Mais cela n’invaliderait pas la méthode qui avait su reconnaître le rôle positif joué par la bourgeoisie dans le dépassement des barrières du féodalisme. Par ailleurs (et Saito le sait bien pour l’avoir montré dans ses travaux antérieurs), la préoccupation de Marx pour l’impact du capitalisme sur le rapport entre l’homme et la nature ne vient pas de nulle part : elle trouve ses racines dans la notion d’aliénation de l’homme par rapport à son « corps inorganique » dans les *Manuscrits économiques et philosophiques* de 1844, notion approfondie dans les *Grundrisse* et *Le Capital*, notamment dans l’idée de la « faille métabolique » dans ce dernier ouvrage. De même, la reconnaissance du fait que la société communiste devrait surmonter la séparation rigide entre la ville et la campagne se trouve à la fois dans les premiers écrits de Marx et d’Engels et dans la période où Marx s’est penché sur la science agricole, lorsqu’elle était considérée comme une condition préalable à la restauration de la fertilité naturelle du sol. Élaboration, développement, critique des idées dépassées, mais pas de « rupture épistémologique ».

Seule la lutte de classe mène au communisme

Nous pourrions en dire beaucoup plus sur la vision du communisme de Saito. En particulier, elle s’appuie fortement sur la notion de « biens communs », impliquant que les formes communautaires précapitalistes ont encore une existence substantielle dans le capitalisme actuel, et pourraient même servir de noyau pour la transformation communiste. En fait, il était déjà évident à l’époque de Lénine que le capital impérialiste achevait rapidement le travail effectué pendant la période d’« accumulation primitive », à

ment prennent une qualité nouvelle. Pourtant, depuis la fin de la Première Guerre mondiale, la « paix » n’a été en réalité qu’une mystification tant les cadavres se sont accumulés. Après l’effondrement du bloc de l’Est, le nouveau « monde multipolaire » n’a fait qu’engendrer un chaos impliquant de manière croissante les armées des grandes puissances impérialistes dans des conflits coûteux, au premier rang desquels celle des États-Unis. Mais les sommes gigantesques programmées aujourd’hui le sont cette fois dans un contexte d’accélération de la décomposition et d’approfondissement dramatique de la crise économique qui a suivi le choc brutal occasionné par l’épidémie de Covid.

La nécessité de la lutte de classe

La situation actuelle est marquée par une stagnation de la croissance industrielle, voire par des signes de récession, alors que les dettes ne font que se creuser et que l’inflation rogne toujours les salaires. C’est dans ce contexte fortement dégradé que la bourgeoisie se doit d’attaquer encore davantage les ouvriers afin de renforcer de manière consistante ses moyens

savoir la destruction des liens communautaires et la séparation du producteur et de la terre. Un siècle plus tard, c’est encore plus évident. Les vastes bidonvilles qui entourent les mégapoles dans les périphéries du système témoignent à la fois de la dévastation des anciennes formes communautaires et de l’incapacité du capitalisme décadent à intégrer un grand nombre de dépossédés dans le réseau « moderne » de production.

Cette idée que la nouvelle société



pourrait être construite dans la coquille de l’ancienne révèle ce qui est peut-être la distorsion la plus fondamentale du marxisme dans le livre de Saito. Saito critique le « Green New Deal » à la fois parce qu’il s’appuie sur des mesures « descendantes » imposées par l’État et parce qu’il n’aborde pas le problème du besoin de croissance sans fin du capitalisme, qui est incompatible avec le maintien d’un environnement naturel sain. Mais Saito insiste aussi sur le fait que la nouvelle société ne peut naître que d’un mouvement social « d’en bas ». Pour Marx, le communisme était le mouvement réel de la classe ouvrière, partant de la défense de ses intérêts de classe et conduisant au renversement de l’ordre existant. Pour Saito, le mouvement social est un conglomérat de différentes forces : à côté des tentatives de mise en place « d’espaces communs » dans les quartiers des villes d’aujourd’hui, comme Détroit, il fait référence à des protestations interclassistes comme les gilets jaunes en France, à des groupes de protestation qui dès le départ se situent sur un terrain bourgeois, comme Extinction Rebellion, à un saupoudrage de grèves ouvrières, aux « assemblées citoyennes » mises en place sous l’égide

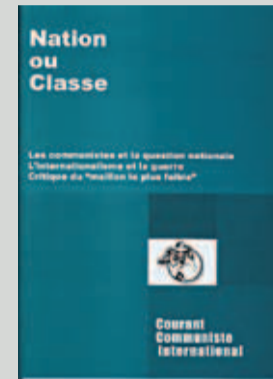
militaires. En clair, la bourgeoisie n’a pas d’autre choix, du fait de la spirale dans laquelle l’entraîne la faillite de son système, le capitalisme, que de planifier froidement des attaques en vue de préparer la guerre, d’imposer l’austérité pour nous entraîner davantage dans sa logique de destruction.

Une telle folie et les nouvelles attaques économiques qu’elle induit ne peuvent que favoriser les conditions pour une poursuite de la lutte de classe. En réalité, les campagnes idéologiques sur la

guerre révèlent de manière paradoxale que la bourgeoisie marche sur des œufs pour tenter d’imposer l’austérité. Toutes ses inquiétudes sont d’ailleurs confirmées par la reprise des luttes ouvrières au niveau international, particulièrement en Europe de l’Ouest et en Amérique du Nord. De telles résistances, malgré leurs grandes faiblesses, témoignent du fait que la classe ouvrière de ces pays n’est pas prête à « mourir pour la patrie ».

WH / 10.04.2024

Lisez la brochure du CCI



Invoker aujourd’hui l’attitude de Marx à l’égard des guerres de l’époque de la bourgeoisie progressive et oublier les paroles de Marx : « Les ouvriers n’ont pas de patrie », paroles qui se rapportent justement à l’époque de la bourgeoisie réactionnaire qui a fait son temps, à l’époque de la révolution socialiste, c’est déformer cyniquement la pensée de Marx et substituer au point de vue socialiste le point de vue bourgeois.

MARXISME ET ÉCOLOGIE

de Macron en réponse aux protestations des gilets jaunes... Bref, pas la lutte de classe, pas la lutte des exploités pour s’affranchir des organes capitalistes qui les tiennent sous contrôle (comme les syndicats et les partis de gauche), pas l’émergence d’une conscience communiste qui s’exprime dans la formation de minorités révolutionnaires.

L’une des preuves les plus claires que Saito ne parle pas de la lutte de classe comme levier du communisme est son attitude à l’égard du mouvement des Indignados apparu en Espagne en 2011. Il s’agissait d’un mouvement basé sur une forme d’organisation prolétarienne (les assemblées de masse) même si la majorité de ses protagonistes se considéraient comme des « citoyens » plutôt que comme des prolétaires. Au sein des assemblées, il y avait une bataille entre les organisations comme Democracia Real Ya qui voulaient que les assemblées revitalisent le système « démocratique » déjà existant, et une aile prolétarienne qui défendait l’autonomie des assemblées par rapport à toutes les expressions de l’État, y compris ses tentacules locaux et municipaux. Saito fait l’éloge du « Mouvement des places » mais se prononce en même temps en faveur de la canalisation des assemblées vers la formation d’un parti politique municipal, Barcelona en Comú, et l’élection d’un maire radical, Ada Colau, dont l’administration a proposé une série de mesures « démocratiques » et écologistes. Par ailleurs, l’expérience barcelonaise a donné naissance au mouvement Fearless Cities, qui vise à appliquer le même modèle dans plusieurs autres villes du monde.

Il ne s’agit pas de l’extension internationale de la lutte des travailleurs (une condition préalable à la révolution communiste) mais d’une structure de récupération d’un authentique combat de classe.

Et elle repose sur le rejet d’un autre élément fondamental du projet communiste : la leçon que Marx, Engels, Pannekoek et Lénine ont tirée de l’expérience de la Commune de Paris de 1871 : la tâche du prolétariat, la première étape de sa révolution, est de démanteler la machine étatique existante, non seulement ses armées, sa police et son appareil gouvernemental central, mais aussi ses conseils municipaux et d’autres formes de contrôle localisé.

Pour Saito, en revanche, « il serait stupide de rejeter l’État comme moyen de faire avancer les choses, comme la création d’infrastructures ou la transformation de la production ».

La révolution prolétarienne et la fin de l’accumulation

Ce n’est pas le lieu d’aborder les immenses défis auxquels la classe ouvrière sera confrontée une fois qu’elle aura pris le pouvoir et entamé la transition vers le communisme. Il est clair que la question écologique sera au centre de ses préoccupations, ce qui nécessitera une série de mesures visant à supprimer le besoin d’accumulation capitaliste et à le remplacer par la production pour l’usage non seulement à l’échelle locale, mais sur l’ensemble de la planète. Il faudra également démanteler le gigantesque appareil de production de déchets qui alimente le désastre climatique : l’industrie de l’armement, la publicité, la finance, etc.

Comme nous l’avons montré dans un précédent article,⁽⁷⁾ les marxistes, de Bebel à Bordiga, ont également parlé de surmonter la course folle alimentée par le processus d’accumulation, de ralentir le rythme effréné de la vie sous le capital. Mais nous ne parlons pas de « décroissance » pour deux raisons : premièrement, parce que le communisme est la base d’un véritable « développement des forces productives » d’une qualité entièrement nouvelle, compatible avec les besoins réels de l’humanité et son lien avec la nature. Ensuite, parce que parler de décroissance dans le cadre du système existant (et le prétendu « communisme » de Saito n’y échappe pas) peut facilement servir de justification à l’austérité administrée par l’État bourgeois, de raison pour la classe ouvrière de cesser ses luttes « égoïstes » contre les réductions de salaires ou d’emplois et de s’habituer à réduire encore plus drastiquement sa consommation.

Amos / 04.2024

7) Voir « Le programme communiste dans la phase de décomposition du capitalisme : Bordiga et la grande ville », *Revue internationale* n° 166 (2022).

1) Rosa Luxemburg, *La crise de la social-démocratie* (1915).

POPULISME ET ANTI-POPULISME EN ALLEMAGNE :

Comment la classe dominante exploite la décomposition de la société contre la classe ouvrière

Mi-janvier, la bourgeoisie allemande a lancé une intelligente campagne visant à soutenir la démocratie. Cette campagne a montré tout le caractère sournois de la bourgeoisie allemande et comment elle essaie d'exploiter particulièrement contre la classe ouvrière les répugnants effets de la décadence de son système, et ce avec un certain succès.

Réunion secrète et projets de "remigration"

En novembre 2023, diverses fractions de l'AfD, des extrémistes de droite, des membres de la CDU qui en faisaient toujours partie à ce moment-là, se sont réunis « en secret » à Potsdam pour discuter de mesures radicales à prendre contre les étrangers et tous les immigrés. Dans leurs plans complètement irrationnels, sur fond de haine et de nationalisme et dont les conséquences s'opposent souvent aux intérêts du capital allemand, ils envisageaient apparemment des déportations massives de millions de personnes. La réunion a été suivie par des journalistes de Correctiv (et probablement aussi par l'Office fédéral de protection de la constitution). L'événement a été rendu public à la mi-janvier, et peu de temps après a été lancée la plus grande mobilisation d'État contre la droite et en particulier contre l'AfD pour la « défense de la démocratie » (entre autres slogans) depuis des années.

Tout cela intervient juste au moment où les partis bourgeois ont mené un intense lobbying contre le « trop-plein de réfugiés » et en faveur d'« expulsions massives », et après que, « enfin », des « mesures coercitives » plus générales (la « réforme du droit d'asile ») ont été décidées au niveau européen, c'est-à-dire des déportations, etc., menées non par des groupes de droite fanatisés, haineux et xénophobes, mais sanctifiées démocratiquement, prises en main par l'État lui-même et avec des mesures policières appropriées. Les politiciens de la CDU, à l'instar du gouvernement anglais (dirigé par les Conservateurs), souhaitent eux aussi expulser les clandestins vers le Rwanda.

Il serait naïf de croire que cette rencontre n'était qu'une aubaine pour la classe dirigeante. Il est trop évident

que de telles rencontres et les fantasmes de déportation de la droite et de l'AfD font le jeu de l'État, car l'une des plus grandes campagnes a maintenant eu lieu (sous l'impulsion des plus hautes instances) soi-disant pour la protection des personnes concernées et surtout pour la défense de la démocratie.

Il s'agit de détourner l'attention de la politique menée depuis des années par la Forteresse Europe et qui chaque année fait d'innombrables victimes qui laissent la vie dans leurs tentatives désespérées de rejoindre l'Europe, ou une fois arrivées se retrouvent dans des camps de réfugiés ou n'importe où dans la rue. Mais il ne s'agit pas seulement de l'hypocrisie de ceux qui sont au pouvoir, lesquels veulent dissimuler la violence quotidienne et bien plus large de leurs propres mesures en mettant en lumière les projets de déportation de la droite. En réalité, les dirigeants endossent là toute une démarche politique. À la demande des plus hauts niveaux du gouvernement, à travers les syndicats et toutes les initiatives de la « société civile », des centaines de milliers de personnes se rassemblent désormais, principalement le week-end, dans presque toutes les villes pour protester contre la droite et défendre la démocratie. L'État et les forces qui travaillent pour lui n'auraient pas pu rêver mieux pour rallier la population à eux. Le piège de la démocratie était désormais tendu !

Malgré la crise, la bourgeoisie est toujours capable de réagir

La classe dirigeante, partout dans le monde, a effectivement un énorme problème avec la perte de crédibilité de tous ses partis parlementaires et l'abstention croissante aux élections. De plus en plus de personnes doutent des promesses et des engagements des dirigeants et sont profondément préoccupés par l'avenir de la planète et la spirale destructrice déclenchée par le capitalisme, avec toutes les guerres et l'aggravation de la crise économique. Mais comme en même temps elles ne voient pas de solution, beaucoup ont été poussés dans les bras des partis protestataires. En outre, le nombre de membres des partis établis diminue et il y a de plus en plus de petits « groupes dissidents »,

tant à droite qu'à gauche.

Comme dans nombre d'autres pays, cette éclosion massive de partis populistes et de droite pose un gros problème aux partis bourgeois traditionnels, car elle mine la stabilité des gouvernements et la cohésion de la société. Mais la classe dominante ne serait pas la classe dirigeante si elle ne tentait pas d'exploiter à son profit cette décomposition des fondements de la société capitaliste.

D'où le stratagème visant à exploiter les aspirations réelles des populistes et de la droite (y compris l'envie de mener des pogroms) à travers une campagne visant à défendre la démocratie et à entraîner la population derrière le char de l'État. Ledit État vient tout juste d'appeler la population à s'unir derrière lui pour en renforcer tous les aspects militaristes. C'est pourquoi cet appel à la défense de la démocratie est aussi un leurre pour lier la population à l'État.

Le mécontentement croissant au sein de la population est instrumentalisé

Dans le même temps, on a vu ces dernières semaines d'importantes manifestations d'agriculteurs, de transporteurs routiers et d'artisans contre les réductions de subventions que l'État a entreprises, ainsi que des protestations contre la vague de plans d'austérité que le gouvernement a dû adopter en partie à cause de la guerre en Ukraine. Ces manifestations, menées par des agriculteurs et d'autres travailleurs indépendants, sont une conséquence de l'aggravation mondiale de la crise économique et de la guerre. Mais à cause des blocages de la circulation, ces manifestations attirent beaucoup l'attention ou sont mises en lumière sans pour autant gêner la classe dominante. On voit colportée l'idée que les blocus isolés et radicaux constitueraient un moyen central de résistance. Mais de tels barrages routiers n'offrent en tant que tels aucune perspective d'unité contre l'État et sa politique de guerre.

Si derrière ces manifestations se profile réellement la colère de tous ceux qui sont touchés par la dégradation de leur condition suite aux effets de la crise, elles servent en même temps

d'écran de fumée à une confusion idéologique. Elles ne sont pas l'expression de la contradiction entre les deux principales classes du capitalisme, la bourgeoisie et le prolétariat, mais expriment plutôt la peur et la colère de couches intermédiaires, de travailleurs indépendants et de dirigeants d'entreprises agricoles, qui n'expriment aucune perspective en-dehors et contre l'exploitation capitaliste. Ce n'est pas un hasard si la première attaque frontale, à savoir les attaques sociales baptisées « austérité », a été dirigée contre ces couches intermédiaires. Ces manifestations de colère sans perspective sont instrumentalisées pour contenir les luttes de la classe ouvrière sur un faux terrain, essayer de les mener dans le piège des luttes interclassistes.

Défense de la démocratie pour anesthésier la lutte de classe

Un autre objectif important de l'État, dans l'organisation de la campagne pour la défense de la démocratie et l'alliance la plus large possible autour de lui, est d'affaiblir la combativité croissante de la classe ouvrière par le biais de l'anesthésiant qu'est la démocratie.

À l'automne dernier, les syndicats et notamment Ver.di, le syndicat des services publics où l'État est l'employeur, ont dû mener plusieurs grèves d'avertissement afin de canaliser la pression des salariés. Du fait de l'inflation, encore exacerbée par la guerre et la détérioration des conditions de travail au fil des années (intensification du travail, suppression d'effectifs, etc.), Ver.di a été contraint de revendiquer des hausses de salaires, en particulier pour les plus basses tranches. Toutes ces négociations salariales se sont finalement conclues à l'automne 2023, avant que le syndicat des conducteurs de trains GdL ne présente cet hiver ses revendications. Bien entendu, le GdL a attendu que son concurrent le syndicat EVG, ainsi que les autres travailleurs des transports, aient leurs conventions collectives en poche.

Après que la grève des conducteurs de train du 24 au 29 janvier ait été annoncée puis terminée le 28 janvier, c'était au tour des travailleurs de la santé le mardi 30 janvier, puis des travailleurs des aéroports le jeudi 1er février et

ceux des ÖPNV (travailleurs des transports en commun urbains) le vendredi 2 janvier d'être appelés à mener une grève d'avertissement et des manifestations dans de nombreuses villes. Tous ces mouvements ont été strictement séparés les uns des autres, afin que personne n'ait l'idée qu'il existe des intérêts communs entre les salariés et qu'il n'y ait aucun sentiment de solidarité, ni même de nécessité et de possibilité de se rassembler pour lutter ensemble.

Dans le même temps, on a privé de toute possibilité de manifestation de grande ampleur les salariés qui auraient bien sûr été contrôlés et encadrés par les syndicats, mais dont au moins les revendications auraient été portées contre leur employeur à tous (souvent l'État). Cela signifie qu'en une semaine, on a vu dans pratiquement tous les Länder une résistance et des manifestations ouvrières contre la dégradation de leur condition, mais divisées et séparées les unes des autres ! Les syndicats ont ainsi réussi à maintenir la division grâce à leur calendrier de grèves d'avertissement bien isolées.

Dans ce contexte, depuis janvier, le tambour n'a cessé de battre le rassemblement des citoyens, des personnes assez courageuses pour défendre la démocratie, etc. Même s'il n'y a pas actuellement de risque d'explosion de la lutte de classe, les manifestations organisées par l'État pour défendre la démocratie ont d'abord et avant tout servi à masquer le fossé de classe entre les intérêts de la classe ouvrière et ceux de l'État, lequel protège les intérêts du Capital.

Alors que la classe dominante cherche à instrumentaliser la décomposition de sa propre société contre la classe ouvrière et à créer une unité nationale derrière l'État par des campagnes sophistiquées pour défendre la démocratie, la classe ouvrière ne doit pas se laisser duper par ces campagnes idéologiques. Un véritable combat de classe ne peut se déployer qu'en se débarrassant des entraves syndicales et en comprenant que les intérêts entre Capital et Travail sont opposés, que ce système nous mène dans une impasse.

Wg / 05.02.2024

Retrouvez le CCI sur Twitter/X.

Depuis de nombreuses années, nous intervenons sur les forums politiques pour partager nos articles, annoncer la parution de notre presse, les réunions publiques et les permanences du CCI. Le travail indispensable de diffusion des positions révolutionnaires, nous le poursuivons désormais sur les réseaux sociaux.

C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs et tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de la presse du CCI : rejoignez @CCI_Officiel sur Twitter/X, abonnez-vous et diffusez le plus largement possible les publications du CCI.

Participez aux réunions publiques du CCI:

CONFLICT ISRAËL-IRAN: LE CAPITALISME FAIT UN NOUVEAU PAS DANS LA BARBARIE!

Samedi 25 Mai de 14h00 à 18h00

De Pianofabriek,
Rue du Fort 35,
1060 Saint-Gilles

Lisez sur le web ou sur papier la Revue Internationale N° 171:

Face à la fuite en avant dans le chaos et la guerre Développement mondial de la lutte de classe

Toutes les calamités générées par le capitalisme, l'exploitation, la misère, le chômage, les catastrophes climatiques, la guerre pèsent de plus en plus lourdement et dramatiquement sur la vie de la société et en particulier sur la classe exploitée et les miséreux du monde. Ainsi, le conflit meurtrier en Ukraine semble parti pour durer jusqu'à épuisement des deux protagonistes, quant à celui plus récent et particulièrement barbare au Moyen-Orient, entre Israël et le Hamas, il comporte des risques d'escalade guerrière incontrôlée dans la région. Cependant, une autre dynamique opposée à celle de la barbarie généralisée émerge dans la société : après 30 années de paralysie face aux attaques de la bourgeoisie, notre classe commence à résister à travers des luttes souvent très massives face à de nouvelles attaques plus violentes. Cette autre dynamique, à l'œuvre depuis l'été de la colère en 2022 au Royaume Uni, illustre l'existence dans la société de deux pôles opposés et antagoniques .

IL Y A 100 ANS : ÉMERGENCE DE L'OPPOSITION DE GAUCHE

Une réaction prolétarienne mais opportuniste à la dégénérescence de l'Internationale Communiste

Le 15 octobre 1923, 46 membres du parti bolchevik faisaient parvenir une lettre secrète au Bureau politique du Comité central du parti pour dénoncer notamment l'étouffement bureaucratique de la vie interne au sein du parti. La « plate-forme des 46 » marquait ainsi l'acte de naissance de l'Opposition de gauche avec Trotsky comme figure de proue.

Les groupes trotskistes situent leurs racines dans l'Opposition de gauche qui donna naissance en 1938 à la IVe Internationale dont ils se revendiquent. Toutefois, ils n'ont généralement pas jugé utile de célébrer cet anniversaire et son restés bien discrets sur leur prétendue filiation. Pour autant, le lien qu'ils tracent (et qu'ils ont toujours tracé) entre les révolutionnaires des années 20 et eux-mêmes se résume à ériger en principes politiques immuables ce qui constituait les "erreurs" du mouvement ouvrier de l'époque et non les positions révolutionnaires que la vague révolutionnaire de 17-23 avait permis de dégager. D'ailleurs, ce sont ces mêmes positions erronées qui servirent de terreau aux positions fondamentales du "trotskisme" qui, depuis la seconde guerre mondiale, sert de caution de « gauche » à la politique de l'État bourgeois contre la classe ouvrière.

Les conséquences désastreuses du reflux de la révolution sur l'IC

L'échec sanglant du prolétariat en Allemagne d'abord, en Hongrie ensuite, au cours de l'année 1919, fut le crépuscule de la vague révolutionnaire ayant surgi en octobre 1917 en Russie. S'en suivit le reflux des luttes dans le monde et le renforcement de l'isolement de la révolution en Russie. Cette situation pesa d'un poids très lourd sur l'Internationale communiste (IC) et le parti bolchevik qui commencèrent à adopter des mesures opposées aux intérêts de la classe ouvrière : soumission des soviets au Parti, embrigadement des ouvriers dans les syndicats, signature du traité de Rapallo[1], répression sanglante des luttes ouvrières (Kronstadt, Petrograd 1921). L'adoption de telles orientations ne firent qu'accroître le reflux de la révolution dont elles étaient elles-mêmes l'expression, suscitant des réactions de gauche aussi bien dans l'IC que dans le parti bolchevik. Lors du IIIe congrès de l'IC (1921), la gauche germano-hollandaise regroupée dans le KAPD, dénonça le retour au parlementarisme, au syndicalisme, comme une remise en cause des positions adoptées au Ier congrès en mars 1919. C'est aussi à ce congrès que la "Gauche Italienne" réagit vivement contre la politique sans principe d'alliance avec les "centristes" et la dénaturation des P.C. par l'entrée en masse de fractions issues de la social-démocratie.

Une réaction prolétarienne à la dégénérescence de l'Internationale communiste

Mais c'est en Russie même qu'apparurent les premières oppositions. Dès 1918, la revue « Kommunist » dirigée autour de Boukharine, Ossinsky et Radek mettait en garde le parti contre le danger d'assumer une politique

de capitalisme d'État. Entre 1919 et 1921, plusieurs groupes (« Centralisme démocratique », « l'Opposition ouvrière ») exprimèrent également une réaction à la percée de la bureaucratie au sein du parti ainsi qu'à la concentration croissante du pouvoir décisionnaire entre les mains d'une minorité. Mais la réaction la plus cohérente à la dérive opportuniste du parti bolchevik fut le « Groupe ouvrier » de Miasnikov qui dénonça le fait que le parti sacrifiait peu à peu les intérêts de la révolution mondiale au profit des intérêts de l'État russe. Toutes ces tendances, résolument prolétariennes, n'ont donc pas attendu Trotsky et l'Opposition de gauche pour lutter en faveur de la défense de la révolution et de l'Internationale Communiste.

En réalité, c'est seulement après la

ainsi que, tout en critiquant les orientations de Staline, elle fut partie prenante de la politique de mise au pas de la classe ouvrière par la militarisation du travail sous l'égide des syndicats et se fit même le chantre du capitalisme d'État par une industrialisation accélérée.

Incapable de rompre avec les ambiguïtés du parti bolchevik sur la défense de la « Patrie soviétique », elle ne fut donc pas en mesure de mener un combat résolu et cohérent contre la dégénérescence de la révolution et resta toujours en deçà des oppositions prolétariennes qui s'étaient manifestées dès 1918. À partir de 1928, de plus en plus d'oppositionalistes subirent la répression stalinienne. Ils furent pourchassés et assassinés par les stalinien. Trotsky, lui, fut expulsé d'URSS.



faillite politique de l'IC en Allemagne en 1923 et en Bulgarie en 1924, que commença à se constituer au sein du parti bolchevik et plus précisément dans ses sphères dirigeantes, le courant connu sous le nom d'« Opposition de gauche ». Le sens de sa lutte peut se résumer à son propre mot d'ordre : « feu sur le koulak, le Nepmen, le bureaucrate ». Autrement dit, il s'agissait d'attaquer à la fois la politique interclassiste de l'« enrichissez-vous à la campagne » prônée par Boukharine et, la bureaucratie rampante du parti et ses méthodes. Sur le plan international, les critiques de l'Opposition se concentrèrent sur la formation du Comité anglo-russe et la politique de l'IC dans la Révolution chinoise. Mais en fait, toutes ces questions pouvaient se résumer à un seul et même combat, celui de la défense de la révolution prolétarienne contre la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Autrement dit, la lutte pour la défense des intérêts du prolétariat mondial contre la politique nationaliste de la bureaucratie stalinienne.

C'est donc bien en tant que réaction prolétarienne aux effets désastreux de la contre-révolution que naquit l'Opposition de gauche en Russie.

Mais son apparition tardive pesa lourdement sur ses conceptions et sur sa lutte. Elle s'avéra en fait incapable de comprendre la nature réelle du "phénomène stalinien" et "bureaucratique", prisonnière de ses illusions sur la nature ouvrière de l'État russe. C'est

L'Opposition de Gauche internationale reprend à son compte les erreurs de l'IC

Mais dans d'autres sections de l'Internationale communiste, des tendances oppositionnelles à la politique de plus en plus contre-révolutionnaire de cette dernière se manifestèrent. À partir de 1929, un regroupement autour et sous l'impulsion de Trotsky se constitua et prit le nom d'« Opposition de Gauche internationale » (OGI). Celle-ci constituait le prolongement de l'Opposition de Gauche en Russie en reprenant ses principales conceptions. Mais, par beaucoup d'aspects, cette opposition fut un regroupement sans principes de tous ceux qui prétendaient vouloir faire une critique de gauche du stalinisme. S'interdisant toute véritable clarification politique en son sein, laissant à Trotsky la tâche de principal porte-parole et théoricien, elle s'avéra incapable de mener un combat déterminé et cohérent pour la défense de la continuité du programme et des principes communistes. Pire, sa conception erronée de « l'État ouvrier dégénéré » la mena en définitive à prendre la défense du capitalisme d'État russe. Par exemple, en 1929, l'Opposition prit la défense de l'intervention de l'armée russe en Chine suite à l'expulsion de fonctionnaires soviétiques par le gouvernement de Tchang Kai Tchek. À cette occasion, Trotsky lança le mot d'ordre tristement fameux : « Pour la patrie socialiste toujours, pour le sta-

linisme, jamais ! ». En dissociant les intérêts stalinien (donc capitalistes) des intérêts nationaux de la Russie, ce mot d'ordre ne pouvait que précipiter la classe ouvrière dans la défense de la patrie, traçant la voie au soutien de l'impérialisme soviétique. Cette politique opportuniste s'incarna également dans la défense de la politique de Front uni avec la social-démocratie et les alliances de Front populaire en faveur de l'anti-fascisme, dans la défense des mots d'ordre démocratiques ou encore dans la position « des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

En définitive, chaque nouvelle tactique de Trotsky et de l'Opposition ne fut qu'un pas supplémentaires dans la capitulation et la soumission à la contre-révolution.

Le combat de la gauche italienne pour le travail de fraction au sein de l'OGI

Cette dérive catastrophique se concrétisa également sur le plan organisationnel. Contrairement, à la fraction de gauche du Parti communiste d'Italie, l'Opposition fut incapable de comprendre et d'assimiler le rôle que devait jouer les organisations restées fidèles au programme et aux principes communistes alors que la révolution était défaite et les partis communistes passés dans le camp de la contre-révolution. En se concevant comme une simple « opposition loyale » à l'IC avec pour objectif de la redresser de l'intérieur, l'OGI ne fut pas en mesure de tirer les leçons de l'échec de la vague révolutionnaire et d'aller à la racine des erreurs de l'Internationale communiste.

Jusqu'en 1933, date où la fraction sera définitivement exclue de l'OGI, la fraction de gauche du Parti Communiste d'Italie, mena le combat au sein de l'Opposition internationale, afin que cette dernière se mette sur les rails d'un travail de fraction permettant d'assumer la continuité du programme et des principes communistes en vue de l'ouverture d'une nouvelle période révolutionnaire et la formation du parti des révolutionnaires : « Dans le passé, nous avons défendu la notion fondamentale de la "fraction" contre la position dite "d'opposition". Par fraction nous entendons l'organisme qui construit les cadres devant assurer la continuité de la lutte révolutionnaire, et qui est appelée à devenir le protagoniste de la victoire prolétarienne. Contre nous, la notion dite "d'opposition" a triomphé au sein de l'Opposition Internationale de gauche. Cette dernière affirmait qu'il ne fallait pas proclamer la nécessité de la formation des cadres : la clef des événements se trouvant entre les mains des centristes et non entre les mains de la fraction. Cette divergence prend actuellement un aspect nouveau, mais il s'agit toujours du même contraste, bien qu'à première vue il semble que le problème consiste aujourd'hui en ceci : pour ou contre les nouveaux partis. Le camarade Trotsky néglige totalement, et pour la deuxième fois, le travail de formation des cadres, croyant pouvoir passer immédiatement à la construction de nouveaux partis et de la nouvelle internationale »[2]. L'incapacité

de Trotsky et de l'opposition à s'inscrire dans un travail de fraction de gauche, l'amena donc à concevoir la formation du parti comme une simple histoire de tactique où la volonté de quelques-uns pouvait se substituer aux conditions historiques. Cette démarche relevant davantage de la magie que du matérialisme occultait évidemment « les conditions de la lutte de classes telles qu'elles se trouvent données contingentement par le développement historique et le rapport de forces des classes existantes »[3].

Sans véritable boussole politique, l'Opposition ne pouvait qu'être ballottée aux grès des événements de l'histoire. D'où, l'appel à former la IVe Internationale (1938) alors que la classe ouvrière est mobilisée pour la défense des intérêts des différents impérialismes et que le monde est à la veille de sombrer dans une deuxième boucherie mondiale.

Ainsi, loin d'apporter une contribution crédible permettant de préparer les conditions pour le futur parti, la trajectoire de l'Opposition de gauche affaiblit considérablement le milieu révolutionnaire et fut une source de confusion et de désorientation au sein des masses ouvrières dans le cœur de la nuit de la contre-révolution. Le mouvement trotskiste quant à lui le destin de toute entreprise opportuniste. En prenant la défense de l'URSS et du camp anti-fasciste durant la IIe Guerre mondiale, il trahit l'internationalisme prolétarien et passa avec armes et bagages dans le camp de la bourgeoisie. Ses avortons, les organisations trotskistes actuelles, se placeront dès lors du côté de l'État bourgeois[4].

A contrario, en étant en mesure de comprendre son rôle historique, la fraction italienne fut en mesure de défendre et de préserver le programme communiste et les principes organisationnels. Elle fut capable de préparer l'avenir en permettant à la Gauche communiste de France d'abord (1944 - 1952), au CCI ensuite de reprendre à leur compte cet héritage politique et assumer la continuité historique de l'organisation des révolutionnaires en vue de contribuer à la formation du futur parti, indispensable pour le triomphe de la révolution prolétarienne.

Vincent / 16.12.2023.

[1] Diplomatie secrète d'État à État : droit pour les troupes allemandes de s'entraîner sur le territoire russe.

[2] Revue Bilan, n°1, (novembre 1933).

[3] "Les méthodes de la Gauche communiste et celle du trotskisme", Internationalisme n°23, (juin 1947).

[4] Il faut néanmoins noter que pendant les prémices de la deuxième guerre mondiale, Trotsky a eu encore la force de réviser intégralement toutes ses positions politiques notamment sur la nature de l'URSS. Il disait dans une dernière brochure "L'URSS en guerre" que si le stalinisme sortait vainqueur et renforcé de la guerre, alors il faudrait revoir le jugement qu'il portait sur l'URSS. C'est ce que fit Natalia Trotsky en utilisant la logique de pensée de son compagnon et en rompant avec la IVe Internationale sur la nature de l'URSS, le 9 mai 1951[20], comme d'autres trotskistes notamment Munis. (Trotsky, le "Révolutionnaire", l'Internationaliste)

suite de la première page

LA BARBARIE CAPITALISTE SE DÉCHAÎNE...

caine inquiète également les chancelleries européennes et tend à accentuer les clivages au sein même de l'UE vis-à-vis de la politique à adopter face aux pressions de l'OTAN et face aux États-Unis. Ainsi, les querelles au sein du « couple franco-allemand », déjà contraint au « mariage forcé », s'intensifient fortement.

L'avenir de l'humanité ne passe pas par les urnes

Face à l'enfoncement de la société dans la barbarie, le prolétariat n'a rien à attendre des futures élections présidentielles en Amérique, comme d'ailleurs de toutes les autres à venir. Quel que soit le résultat des élections de novembre prochain aux États-Unis, elles n'inverseront aucunement la tendance au chaos, à la guerre et à

la fragmentation du monde et la classe ouvrière subira plus que jamais les conséquences de l'exploitation capitaliste.

L'échance électorale n'a d'importance que pour diffuser l'illusion parmi la classe ouvrière que celle-ci peut par un « juste choix » influencer sur le cours des choses, alors que le cirque électoral n'exprime que le déchirement des cliques bourgeoises qui s'affrontent de plus en plus brutalement pour le pouvoir. Contrairement aux mensonges véhiculés par les démocrates, et notamment par les groupes gauchistes, opposant un camp « progressiste » ou du « moindre mal » de Biden au « mal absolu » de Trump, le prolétariat devra contrer le discours « démocratique », refuser le piège des urnes et mener son combat de classe autonome.

Quant aux fractions bourgeoises, elles s'aff-

frontent uniquement sur la stratégie la plus efficace et la moins coûteuse pour pérenniser la suprématie américaine qu'elles s'accordent à vouloir maintenir par tous les moyens, quelles que soient les conséquences pour l'humanité et la planète. Attaquer militairement l'Iran ou l'affaiblir par un blocus économique ? Accentuer la pression sur la Russie au risque de la faire implorer ou « geler » la guerre de position ? Formuler un véritable chantage à la sécurité envers les « alliés » européens ?... Quelles que soient les réponses, elles s'inscriront toujours dans la logique de guerre et son financement exigera toujours de nouveaux « sacrifices » aux travailleurs. Bref, quelle que soit la faction qui remportera les élections, le résultat sera une déstabilisation accrue, de nouveaux massacres, une politique de la « terre brûlée ».

Poursuivre le combat de classe

Face à cette barbarie innommable, face aux promesses de chaos généralisé, le prolétariat représente la seule alternative possible pour sauver l'espèce humaine d'une destruction programmée par la logique meurtrière d'un système capitaliste complètement obsolète. La classe ouvrière a repris le chemin de son combat et son potentiel révolutionnaire reste intact pour affirmer, à terme, sa perspective et son projet communiste.

C'est pour ce combat que nous devons nous battre comme classe, en refusant dès maintenant toute logique planifiée de guerre et de « sacrifice ». Les discours bourgeois présentant la guerre comme une « nécessité », au nom de la préservation de la paix, sont d'ignobles mensonges ! Le véritable responsable, c'est le système capitaliste !

EKA, 18 avril 2024

ABONNEMENTS

Abon. simple	Abonnement couplé : 10€
4€	INTERNATIONALISME (2 N°)
6€	REVUE INTERNATIONALE (2 N°)

Contactez directement la section en question
Pour la presse territoriale d'autres sections du CCI
Abonnements par versement PayPal:



APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Souscrire à la presse du CCI, c'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont les bienvenues par PayPal. (voir cadre abonnements)

DISCUSSIONS AVEC LE CCI

La confrontation fraternelle et argumentée des positions et analyses reste au cœur du développement de la conscience de classe. La réflexion théorique et la capacité à tirer les leçons des expériences d'hier et des luttes d'aujourd'hui sont des jalons essentiels pour l'avenir.

Le CCI appelle ses lecteurs à s'inscrire autant que possible dans cette démarche en envoyant des contributions écrites, que ce soit des comptes rendus sur des meetings auxquels vous avez assisté, ce qui se passe sur votre lieu de travail, dans votre secteur ou autour de vous, ou encore des contributions théoriques, etc. Ne pouvant tout publier, nous nous efforcerons de répondre dans notre presse sur les éléments les plus saillants et déterminants afin de participer à la compréhension de la situation actuelle et de l'expérience de la classe ouvrière.

Contactez nous également concernant d'autres possibilités de discussion et restez ainsi au courant des prochaines réunions publiques : benelux@internationalism.org

RÉUNIONS PUBLIQUES

Israël-Iran : le capitalisme fait un pas de plus vers la barbarie

Les guerres mondiales dévastatrices du XXe siècle ont montré que le capitalisme en tant que système social était devenu totalement obsolète. Elles ont été suivies d'une "guerre froide" entre deux blocs impérialistes, au cours de laquelle des conflits par procuration ont tué autant de personnes que les guerres mondiales. L'ancien système des blocs s'est effondré dans les années 1990, mais les guerres impérialistes n'ont pas disparu - elles sont simplement devenues plus chaotiques et imprévisibles. Parmi les nombreuses guerres qui ravagent la planète aujourd'hui, les carnages en Ukraine et au Moyen-Orient sont les preuves les plus évidentes - aux côtés d'une crise écologique que le système n'arrive pas à résoudre - que le déclin du capitalisme a atteint une phase terminale dans laquelle la menace pour la survie même de l'humanité est devenue de plus en plus évidente. Cette rencontre abordera le contexte historique de la guerre au Moyen-Orient et analysera les intérêts des différentes puissances impérialistes impliquées. Elle cherchera surtout à faire valoir que la seule réponse possible est la défense intransigeante de l'internationalisme contre toutes les fausses réponses offertes par ceux qui défendent l'une ou l'autre forme de nationalisme, et contre tous les États et gouvernements capitalistes, d'Israël à l'Iran et au Hamas, de la Russie à l'Ukraine, des États-Unis à la Chine. Toutes leurs guerres sont des guerres impérialistes génocidaires, et la seule puissance sur terre qui peut mettre fin au cauchemar du capitalisme en décomposition est la classe ouvrière internationale. La classe ouvrière devra gagner la paix en renversant le capitalisme à l'échelle mondiale, ce qui signifie aujourd'hui lutter sur un terrain de classe, contre les effets de la crise économique, contre les attaques des États, contre les sacrifices imposés par le développement de l'économie de guerre.

Venez en discuter avec nous et contribuez ainsi à renforcer cette bataille de demain, classe contre classe

En Belgique: Samedi 25 Mai de 14h00 à 18h00

De Pianofabriek, Rue du Fort 35, 1060 Saint-Gilles

En France: Pour connaître les dates et les lieux

rendez-vous dans la rubrique "AGENDA" du site web

- Consulter notre site-web pour plus d'informations: fr.internationalism.org
- Ou contacter nous par e-mail: benelux@internationalism.org

CCI en ligne

- Anton Pannekoek : La destruction de la nature
- Critiques des soi-disant "communistes"
- Les fondements marxistes de la notion de parasitisme politique et le combat contre ce fléau
- Réfugiés: l'Europe délègue la sale besogne à Frontex et à des pays tiers
- Confrontation américano-chinoise : La dynamique du capitalisme en décomposition mène à toujours plus de guerres
- Appel de la Gauche communiste
- L'émeute n'est pas une arme de la classe ouvrière
- Réunions publiques de la TCI: une véritable faillite politique!
- Guerre au Proche-Orient: À la logique de mort du capitalisme, le trotskisme répond présent!
- Guerres au Moyen-Orient et en Ukraine, rivalité entre les États-Unis et la Chine... Le capitalisme nous conduit-il vers la troisième guerre mondiale?
- Les États-Unis, superpuissance dans la décadence du capitalisme, aujourd'hui épicerie de la décomposition sociale (Partie II)
- Une réaction prolétarienne mais opportuniste à la dégénérescence de l'IC
- Polémique avec "Il Partito Comunista": Une intervention opportuniste dans la lutte des ouvriers aux États-Unis
- Un siècle après sa mort... Lénine demeure un exemple pour tous les militants communistes
- Colère des agriculteurs: Un cri de désespoir instrumentalisé contre la conscience ouvrière!
- Correspondance avec Initiative antimilitariste
- Les travailleurs en Irlande du Nord se joignent à la reprise internationale des luttes
- Défense de la plateforme du CCI : les nouveaux mensonges du GIGC
- Réunion publique à Madrid: L'incalculable contribution de "Bilan" à la lutte pour le parti mondial du prolétariat
- Le combat pour le parti de classe en Grande-Bretagne (1848-1914)
- Partie 1 : Du chartisme à la Ligue socialiste, le développement de l'organisation de la classe ouvrière
- Tuerie terroriste en Russie: le capitalisme s'enfoncé toujours plus dans le chaos généralisé!

PUBLICATIONS DU CCI - ADRESSES DE CONTACT

Écrire sans mention du nom de la publication

Accion Proletaria (Espagne)

Ecrire à l'adresse en France

Communist Internationalist (India)

(en langue Hindi)

POB 25, NIT,

Faridabad 121 00 Haryana, INDIA

Dünya Devrimi (Turquie)

Ecrire à l'adresse en Suisse

Internacionalismo (Vénézuéla, Pérou, Ecuador)

Ecrire à l'adresse en France.

Internationalism (USA)

Ecrire à l'adresse en Grande-Bretagne

Internationalisme (Belgique)

BP 102, 2018 Anvers (Gare-C), Bel-

gique

Internationell Revolution (Suede)

Ecrire à l'adresse en Suisse

Internasyonalismo, (Philippines)

Ecrire à l'adresse en Inde

Revolucion Mundial (Mexique)

Apartado de Correos 15-024,

C.P. 02600

Distrito Federal, Mexico, Mexico

Revolution Internationale (France)

Revue Internationale

BP 30605

31006 Toulouse Cedex 6, France

Revolução Internacional (Brésil)

Ecrire à l'adresse en France

Rivoluzione Internazionale (Italie)

CP 469, 80100 Napoli, Italie

Wereldrevolutie (Pays-Bas)

Ecrire à l'adresse en Belgique.

Weltrevolution (Allemagne)

Ecrire à l'adresse en Suisse

Weltrevolution (Suisse)

Postfach 2216,

CH-8026 Zürich, Suisse

World Revolution (Royaume-Unis)

BM Box 869, London WC1N 3XX,

GRANDE-BRETAGNE

World Revolution (Australie)

Ecrire à l'adresse en Grande-Bretagne,

BROCHURES - LIVRES

Les publications peuvent être obtenues à nos activités publiques, dans certaines librairies ou par versement (indiquant les publications ou abonnements souhaités) par PayPal (voir cadre abonnements) (+2,1€ pour les frais d'envoi)

- | | | |
|-----------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------|
| • Plate-forme et Manifeste € 2,50 | • La Gauche communiste | expressions de la dictature du |
| • La décadence du | Britannique (Ang) | capital € 4,50 |
| capitalisme € 2,50 | • La Gauche communiste de | • La terreur stalinienne: un |
| • Les syndicats contre la classe | France € 4,00 | crime du capitalisme, pas du |
| ouvrière € 2,50 | • La Gauche communiste de Russie | communisme € 3,00 |
| • Nation ou classe € 3,00 | (Ang) € 10,00 | • Le communisme n'est pas un bel |
| • Organisation communiste | • L'Etat dans la période | idéal ..., mais ... € 3,00 |
| et conscience de classe € 4,00 | de transition € 3,00 | • Comment le PCF est passé au |
| • La Gauche communiste | • Le trotskysme contre la classe | service du capital € 3,00 |
| d'Italie € 8,00 | ouvrière € 4,00 | • La Révolution d'octobre 17 € 3,00 |
| • La Gauche communiste | • Guerre du Golfe (1991) € 2,50 | • Les élections : un piège pour la |
| Hollandaise - Allemande € 12,00 | • Fascisme et démocratie, deux | classe ouvrière € 2,00 |



171

Lisez

la Revue

Internationale

MARXISME ET ÉCOLOGIE

Critique du "communisme de décroissance" de Saito

Au cours des dernières décennies, il est devenu évident que le capitalisme fait peser une grave menace sur les conditions naturelles qui constituent la base de l'existence humaine. Les principales fractions de la classe dominante sont désormais contraintes de reconnaître la gravité de la crise environnementale, et même son lien avec les autres expressions d'une société capitaliste en déclin, surtout la fuite en avant dans le militarisme et la guerre. (1) Cette « compréhension » récemment acquise n'empêche nullement d'autres parties de la classe dirigeante de se retrancher dans une négation ouvertement irrationnelle et suicidaire du danger que représente le changement climatique et la pollution de l'air, du sol et de l'eau. Mais ni la reconnaissance ni le déni ne peuvent masquer le fait que la bourgeoisie est incapable de ralentir, et encore moins d'arrêter, le rouleau compresseur de la destruction environnementale. On peut notamment citer l'échec patent et répété des spectaculaires Conférences sur les changements climatiques (COP).

La mise en évidence de l'impuissance de la bourgeoisie a suscité le besoin de véritables campagnes idéologiques, notamment de la part de l'aile gauche de la bourgeoisie. D'où la montée d'une sorte de « keynésianisme vert » et de la notion de « New Deal vert » dans lequel l'État, en pénalisant les pires pollueurs et en investissant dans des technologies « durables », serait non seulement capable d'empêcher le changement climatique d'échapper à tout contrôle, mais aussi de créer des emplois verts et une croissance verte. En bref, un capitalisme vert et en bonne santé.

Mais il y a aussi des voix plus radicales qui n'hésitent pas à pointer du doigt les défauts de ce prétendu capitalisme vert. Au premier rang de ces voix figurent les partisans de la « décroissance ». Des auteurs comme Jason Hickel (2) démontrent aisément que le capitalisme est mû par le besoin constant de s'étendre, d'accumuler de la valeur et qu'il ne peut que traiter la nature comme un « don gratuit » à exploiter au maximum alors qu'il cherche à soumettre chaque région de la planète aux lois du marché. Hickel parle donc de la nécessité d'une transition vers une économie post-capitaliste. (3) D'autres, comme John Bellamy Foster, vont plus loin et font plus explicitement référence à l'intérêt croissant de Karl Marx pour les questions écologiques à la fin de sa vie, à ce qu'ils appellent l'« éco-socialisme » de Marx. (4) Mais plus récemment, les livres de l'écrivain japonais Kohei Saito, qui connaît très bien les derniers écrits de Marx grâce à son implication dans la nouvelle édition des œuvres complètes de Marx et Engels (le projet MEGA), ont suscité un énorme intérêt et des ventes considérables, en particulier son ouvrage le plus récent intitulé *Slow Down : How Degrowth Communism Can Save the Earth* (2024). Alors que les

précédents livres de Saito étaient rédigés dans un style plutôt académique, il s'agit ici d'un travail de vulgarisation qui présente non seulement son argument clé selon lequel Marx lui-même est devenu un « communiste de la décroissance », mais qui décrit également les étapes qui pourraient conduire à l'adoption du communisme de la décroissance, aujourd'hui. Et en effet, à première vue, il semble bien parler du communisme tel qu'il est compris par le mouvement communiste historique : une société de producteurs librement associés, où le travail salarié n'existe plus. Le fait qu'il cherche à dépasser le terme d'« éco-socialisme » (qui implique qu'il peut y avoir et qu'il y a eu des formes de socialisme qui n'étaient pas écologiques, qui n'étaient pas moins écologiquement destructrices que le capitalisme) et qu'il parle maintenant de communisme, est une réponse à la recherche croissante de solutions qui vont aux racines mêmes de la crise d'aujourd'hui. Mais un examen plus approfondi et plus critique de l'argumentation de Saito montre qu'il s'agit d'une réponse mystificatrice qui ne peut conduire qu'à de fausses solutions.

Marx n'a pas rejeté la conception matérialiste de l'histoire

Comme nous l'avons dit, Saito n'est pas le premier à souligner que le « Marx de la maturité » a développé un fort intérêt à la fois pour les questions écologiques et pour les formes sociales communautaires qui ont précédé l'émergence de la société de classes et qui ont continué à laisser des traces même après l'essor du capital. Ce qui est spécifique à Saito, c'est l'idée que l'étude de ces questions a conduit Marx à une « rupture épistémologique », (5) avec ce qu'il appelle la « vision linéaire et progressiste » de l'histoire, marquée par le « productivisme » et l'« euro-centrisme », et vers une nouvelle vision du communisme. En somme, Marx aurait abandonné le matérialisme historique au profit d'un « communisme de décroissance ».

En réalité, Marx n'a jamais adhéré à une « vision linéaire et progressiste » de l'histoire. Sa conception était plutôt dialectique : les différents modes de production ont connu des périodes d'ascension où leurs rapports sociaux respectifs permettaient un réel développement de la production et de la culture, mais aussi des périodes de stagnation, de déclin, voire de régression, qui pouvaient conduire soit à leur disparition pure et simple, soit à une période de révolution sociale susceptible d'inaugurer un mode de production supérieur. Par extension, si l'on peut discerner un mouvement globalement progressif dans ce processus historique, tout progrès a eu jusqu'ici un coût : d'où, par exemple, l'idée exprimée par Marx et Engels que le remplacement du communisme primitif par la société de classes et l'État était à la fois une chute et un progrès, et que le communisme de l'avenir serait une sorte de « retour

5) Saito emprunte ce terme à Althusser, un apologiste très sophistiqué du stalinisme, qui l'a appliqué à ce qu'il considérait comme le passage du Marx jeune et idéaliste des Manuscrits de 1844 au scientifique pur et dur du Capital. Nous avons critiqué cette idée dans l'article suivant : « L'étude du Capital et les fondements du communisme », Revue internationale n° 75. Si rupture il y a eu, elle a eu lieu lorsque Marx a rompu avec la démocratie radicale et s'est identifié au prolétariat en tant que porteur du communisme, vers 1843-1844.

à un niveau plus élevé » à la forme sociale archaïque.

En ce qui concerne le capitalisme, le Manifeste communiste de Marx et Engels a souligné l'énorme développement des forces productives rendu possible par l'essor de la société bourgeoise. Là encore, ces progrès se sont faits au prix d'une exploitation impitoyable du prolétariat, mais la lutte de ce dernier contre cette exploitation a jeté les bases d'une révolution communiste qui pourrait mettre les nouvelles forces productives au service de l'ensemble de l'humanité.

Et même à ce stade précoce de la vie du capital, Marx était impatient de voir une telle révolution, identifiant les crises de surproduction comme des signes que les rapports de production capitalistes étaient déjà devenus trop étroits pour les forces de production qu'ils avaient libérés. La défaite de la vague de révolutions de 1848 l'a amené à revoir ce point de vue et à reconnaître que le capitalisme avait encore une longue carrière devant lui avant qu'une révolution prolétarienne ne devienne possible.

Mais cela ne signifiait pas que tous les pays et toutes les régions du monde étaient condamnés à connaître exactement le même processus de développement. Ainsi, lorsque la populiste russe Véra Zassoulitch lui écrit en 1881 pour demander son avis sur la possibilité que le mir russe ou la commune agricole puissent jouer un rôle dans la transition vers le communisme, Marx pose le problème en ces termes : alors que le capitalisme en est encore à ses débuts dans une grande partie du monde, « *le système capitaliste a dépassé son âge d'or en Occident, il approche du moment où il ne sera plus qu'un régime social régressif* ». Cela signifie que les conditions objectives d'une révolution prolétarienne mûrissent rapidement dans les centres du système capitaliste et que, si la révolution se produit, « *la propriété foncière communale russe actuelle peut servir de point de départ à un développement communiste* ». (6)

Cette hypothèse n'impliquait pas l'abandon du matérialisme historique. Au contraire, il s'agissait d'une tentative d'appliquer cette méthode dans une période contradictoire où le capitalisme montrait simultanément des signes de déclin historique tout en disposant d'un « arrière-pays » très important dont le développement pouvait temporairement atténuer ses contradictions internes croissantes. Et, loin de préconiser ou de soutenir cette évolution, qui s'exprimait déjà dans la poussée impérialiste des grandes puissances, Marx considérait que plus tôt la révolution prolétarienne éclaterait dans les centres industrialisés, moins la douleur et la misère seraient infligées à la périphérie du système. Marx n'a pas vécu assez longtemps pour voir toutes les conséquences de la conquête de la planète par l'impérialisme, mais d'autres qui ont repris sa méthode, comme Lénine et Luxemburg, ont pu reconnaître, dans les premières années du XX^e siècle, que le capitalisme dans son ensemble entrait dans son ère de déclin, posant ainsi la possibilité et la nécessité d'une révolution prolétarienne à l'échelle mondiale.

C'est cette même préoccupation qui a nourri l'intérêt naissant du Marx « de la maturité » pour la question écologique. Stimulé par ses

6) Voir « Marx de la maturité : communisme du passé, communisme de l'avenir », Revue internationale n° 81.

suite à la page 4

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du xxe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction

- à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.
- Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation

- syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.
- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue

- l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'organiser la classe ouvrière, ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.
- NOTRE ACTIVITÉ**
- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.
- NOTRE FILIATION**
- Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.